

## FICHE de PRESENTATION

OBJET : Mémoire de stratégie

SUJET : **La stratégie mafieuse.**

AUTEUR : Ces Bertrand ISABELLON

SESSION : 7<sup>ème</sup> Session - Division D - Groupe D3

DATE : 15 mars 2000

### RESUME

Aujourd'hui, on peut regrouper, voire régionaliser, trois sortes de mafias. Les mafias occidentales qui ont un pied sur le continent américain et l'autre en Europe, les mafias asiatiques dont les ramifications s'étendent pourtant jusqu'en Occident, et enfin, plus récentes les mafias de l'Est, qui se propagent démesurément.

Tout porte à croire que ces trois syndicats criminels obéissent à des logiques et à des motivations géopolitiques distinctes, dont n'est pas exempte la volonté d'expansion territoriale. On pourrait penser que les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour satisfaire leurs convoitises diffèrent fondamentalement, et doivent, tôt ou tard, s'affronter. Pourtant, il n'en est rien. Les alliances de circonstance et le partage des territoires montrent, qu'au contraire, elles s'inscrivent dans des stratégies plus globales, dont l'objectif final recherché s'articule autour d'un triptyque pouvoir, richesse, prospérité.

Chaque mafia a sa propre stratégie, au service de sa propre politique, qui organise et coordonne des moyens variés et sans cesse renouvelés, fondés sur les faiblesses des hommes et des systèmes.

Empruntant tant à la stratégie directe qu'indirecte, les trois grandes mafias mettent en œuvre des stratégies globales originales, à l'image de ce que font les Etats. D'ailleurs, ne sont-elles pas des Etats, avec leurs pouvoirs régaliens propres, leurs sujets, leurs gouvernements et leurs territoires ?

MOTS CLES : stratégie, mafia, corruption, drogue, Etat, secret, diaspora

# SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| <b><u>INTRODUCTION</u></b>  | 2  |
| <b><u>1. LA MAFIA, UN ETAT SUPRANATIONAL, EN GUERRE PERMANENTE</u></b>  | 5  |
| <u>11. Les caractéristiques d'un Etat</u>   | 5  |
| <u>12. Le mythe fondateur</u>   | 8  |
| 121.L'organizatsiya   | 9  |
| 122.Les Triades   | 10 |
| 123.Les Yakusa  | 11 |
| 124.Cosa Nostra   | 13 |
| <u>13. Les organisations mafieuses : structures et fonctionnements militaires</u>   | 15 |
| 131.La mafia russe  | 15 |
| 132.La mafia chinoise   | 16 |
| 133.La mafia japonaise  | 17 |
| 134.La mafia italo-américaine   | 19 |
| <b><u>2. FONDEES SUR DES ENJEUX COMMUNS, LES STRATEGIES MAFIEUSES TIENNENT COMPTE DE REALITES GEOPOLITIQUES SPECIFIQUES</u></b> | 22 |
| <u>21. Les enjeux politiques des mafias</u>   | 22 |
| <u>22. L'environnement géopolitique des mafias</u>  | 24 |
| 221. Les réalités géopolitiques   | 24 |
| 222. Les réalités identitaires  | 25 |
| 223. Les caractéristiques géoéconomiques  | 27 |
| <b><u>3. MALGRE LES MEMES CONVOITISES, LES STRATEGIES MAFIEUSES S'INSCRIVENT DANS UNE STRATEGIE GLOBALE</u></b>                 | 31 |
| <u>31. Les mafias conduisent leurs propres stratégies : l'exemple asiatique</u>   | 31 |
| <u>32. Les stratégies mafieuses s'intègrent à une stratégie globale : l'exemple occidental</u>                                  | 34 |
| <b><u>4. LA STRATEGIE MAFIEUSE EST UNE METHODOLOGIE GENERALE DE L'ACTION CRIMINELLE</u></b>                                     | 38 |
| <u>41. Les ingrédients d'une stratégie supranationale et multidisciplinaire</u>   | 38 |
| <u>42. La stratégie mafieuse passée au crible des grands théoriciens de la guerre</u>   | 41 |
| <b><u>CONCLUSION</u></b>  | 45 |
| Annexes   | 47 |
| Bibliographie   | 57 |

## INTRODUCTION

Mystérieuse, la mafia fascine pour ce qu'elle peut représenter de rationalité étatique. Elle peut se lire comme un système économique bâti sur une organisation criminelle et menant des activités illicites, exploitées méthodiquement. Elle profite de ce que, dans les sociétés occidentales, le concept de citoyenneté tend à s'effacer au profit d'une logique d'appartenance, pour donner plus que jamais à la notion de clan un regain de vitalité. Même le contenu politique de ses activités offre, pour certains, une alternative à la démocratie.

Mais avant tout, il faut définir le terme de mafia, qui, aujourd'hui, est un nom commun derrière lequel sont jetés en vrac les idées de crime, de clan, et, plus généralement, de solidarité aveugle. Les quelques définitions lapidaires qu'offre le dictionnaire méritent d'être complétées par quelques caractéristiques qui serviront ultérieurement à étayer la thèse de la stratégie mafieuse. Voyons, d'abord, ce que propose le Larousse, qui, implicitement, donne à la quatrième définition du mot mafia un sens qui relève tant du monde politique que du droit commun :

**mafia** ou **maffia** *nom féminin* (mot italien)

1. Organisation criminelle sicilienne dont les activités, exercées par des clans familiaux soumis à une direction collégiale occulte, reposent sur une stratégie d'infiltration de la société civile et des institutions.
2. Association criminelle d'envergure, comparable par sa structure et ses procédés à la Mafia.
3. Bande ou association secrète de malfaiteurs.
4. Fam., péj. Groupe occulte de personnes qui se soutiennent dans leurs intérêts par toutes sortes de moyens.

Il convient de noter, dans la première définition, le mot stratégie qui est employé pour caractériser les activités criminelles de ce qui s'appelle aussi communément le « syndicat du crime ». Le même dictionnaire donne d'ailleurs au mot syndicat, une définition qui n'est pas sans rappeler la quatrième définition évoquée ci-dessus de « groupement constitué pour la promotion et la défense d'intérêts communs ». Nous verrons plus loin que cette définition n'est pas neutre dans la notion de stratégie mafieuse.

Apparaissent d'emblée trois notions majeures, contenues dans les expressions « organisation criminelle », « stratégie d'infiltration » et « association secrète » employées pour définir la mafia. Il est toutefois nécessaire de les compléter, pour marquer la différence fondamentale qui

sépare la mafia d'une autre organisation criminelle<sup>1</sup>. En effet, qu'est-ce qui différencie aujourd'hui une Triade d'un cartel ou d'une bande de malfaiteurs ? Retenons qu'une mafia est l'avatar historique d'une organisation secrète, répondant à un mythe fondateur d'inspiration politique ou sociale, (tout au moins à l'origine), et dont les membres, intronisés par un cérémonial initiatique, obéissent à un code commun qui les assujettit aux intérêts suprêmes du groupe. Elle se différencie des autres organisations criminelles par son attachement à un sens de l'honneur particulier, et ses références à une véritable culture de la mort (voir, à cet effet, la typologie de Thierry Crétin).<sup>2</sup>

Répondant à ces critères, on peut, aujourd'hui, regrouper, voire régionaliser, trois sortes de mafias. Les mafias occidentales qui ont un pied sur le continent américain et l'autre en Europe, les mafias asiatiques (Triades et boryokudan) dont les ramifications s'étendent pourtant jusqu'en Occident, et enfin, plus récentes, les mafias originaires des pays de Est, enracinées dans l'empire tsariste puis soviétique bien avant qu'ils ne se délitent tour à tour.

Tout porte à croire que ces trois syndicats criminels obéissent à des logiques et à des motivations géopolitiques distinctes, dont n'est pas exempt la volonté d'expansion territoriale. En première analyse, on est en droit de penser que les stratégies mises en œuvre par ces trois organisations pour parvenir à leurs fins, diffèrent fondamentalement, et doivent, tôt ou tard, s'affronter. Pourtant, une étude plus approfondie montre qu'il n'en est rien. Les alliances de circonstances s'inscrivent dans une stratégie plus globale, dont l'objectif final recherché est l'enrichissement, qui passe par les étapes nécessaires de l'influence et du pouvoir.

Pour les comprendre, il faut admettre qu'à l'évidence, la Mafia doit être regardée comme un Etat, même si cette notion paraît trop noble pour être attachée à une organisation criminelle. En effet, elle a ses pouvoirs régaliens propres, ses sujets, son gouvernement, son territoire...et ses colonies. La mafia est système de pouvoir, articulation du pouvoir, métaphore du pouvoir, et, surtout, pathologie du pouvoir<sup>3</sup>. Pour feu le juge Falcone (assassiné en 1992 par Cosa Nostra) la mafia n'est pas une association de familles indépendantes ; elle est une et indivisible, et obéit

---

<sup>1</sup> Voir la typologie dans L'évolution de la criminalité organisée, Actes du 18<sup>e</sup> cours international de haute spécialisation pour les forces de police, IHESI, la documentation française, 1997

<sup>2</sup> voir *Mafias du monde*, de Thierry Crétin, collection Criminalité internationale, éd. PUF, 1997

<sup>3</sup> voir *Cosa Nostra*, de Giovanni Falcone et Marcelle Padovani, éd. 1 Austral, 1991

à des règles rationnelles et fonctionnelles : « La menace qu'elle représente réside moins dans son importance numérique que dans sa structure et son aptitude à mettre en place une stratégie cohérente ».

Les mêmes références fondatrices, la communauté d'intérêts, et les enjeux bien compris, permettent aux mafias de cohabiter, de coopérer et de se développer, malgré une convoitise identique pour la même chose : la richesse. Chacune des trois mafias a sa propre stratégie, au service de sa propre politique, qui organise et coordonne des moyens variés et sans cesse renouvelés, fondée sur les faiblesses des hommes et des systèmes, mais qui présente de telles similitudes avec les autres qu'on ne peut que se convaincre qu'il y a, de fait, une stratégie mafieuse unique. Supranationale et multidisciplinaire, celle-ci s'apparente à une méthodologie générale de l'action criminelle et répond, en tant que telle, à de nombreuses définitions que de grands théoriciens proposent de la stratégie.

## 1. LA MAFIA, UN ETAT SUPRANATIONAL, EN GUERRE PERMANENTE

En juin 1990, lors du sommet de Dublin, le chancelier Helmut Kohl déclarait, devant les chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté européenne, que la mafia constituait la menace la plus grave du simple fait qu'elle appartenait à la Communauté européenne. Son siège se trouvant en Sicile, ses membres jouissaient de tous les privilèges de ce que l'on appellerait bientôt le treizième Etat de la CEE. Ils auraient juridiquement le droit, grâce au marché unique de répartir leurs hommes, leur argent et leurs marchandises sur toute la moitié occidentale du continent, sans la moindre entrave.

Dans le même temps que la conférence de Dublin, un contre-sommet de mafieux se déroulait à Berlin-Est. Des « voleurs dans le code » avaient quittés l'Union soviétique afin de rencontrer des groupes mafieux internationaux et des dirigeants de la mafia russe opérants à l'étranger (notamment en Allemagne et aux Etats-Unis), comme le rapporte Alexander Gourov, directeur, à l'époque, de la 6<sup>ème</sup> division du ministère de l'intérieur russe, chargé de la lutte contre le crime organisé<sup>1</sup>. Les Russes étaient prisonniers derrière le rideau de fer depuis la conférence de Lvov, presque un demi siècle auparavant, et pouvaient alors renouer avec leurs collègues des « vrais pays de voleurs, la Pologne et l'Italie », et entrer en contact avec d'autres. Au cours de cet été, les frontières internationales du crime organisé sont tombées, plus d'un an avant celles de la Communauté européenne.

Comment ne pas se convaincre que la mafia est un Etat supranational ?

### 11. Les caractéristiques d'un Etat

La mafia définie plus haut se pose comme une institution qui exerce sa souveraineté, d'une part sur un territoire étendu à ses activités criminelles, et, d'autre part, sur une population particulière, composée à la fois de ses propres membres, mais aussi de victimes, de collaborateurs, de complices et de personnages officiels, le plus souvent occultes. En jouant avec les mots, l'Etat mafieux est à considérer alors comme un personne amoral, pour plagier la définition que le droit public international donne de l'Etat. Il possède des structures propres et des compétences variées. A la lumière de sa genèse, l'Etat mafieux a longtemps prétendu répondre à la définition de l'Etat providence, en ce

---

<sup>1</sup>voir *Pax mafiosa*, de Claire Sterling, éd. Robert Laffont, 1994

qu'il visait, au moins à l'origine, à protéger les plus démunis, à compenser certaines inégalités sociales ou à résister à un pouvoir politique contesté (voir § 12, Le mythe fondateur).

Il est difficile, à proprement parler, de définir l'Etat mafieux au sens où l'entend Max Weber, c'est-à-dire comme une institution qui détient le monopole de la violence physique légitime (armée, police) sur un territoire donné. En effet, sauf à se limiter à quelques rares zones très circonscrites (Corleone en Sicile, certains quartiers de Moscou, de Hong-Kong et de Kyoto etc.), il n'y a ni légitimité ni monopole, mais bien superposition de lois et d'usage de la violence, entre un Etat de droit et un Etat de fait. L'Etat mafieux est donc une réalité latente, un Etat *sui generis*. Même une approche marxiste tend à prouver qu'il existe bien en tant qu'appareil de violence au service d'une classe, celle des membres de la mafia, résolument et culturellement insoumis à l'Etat de droit (voir §22. L'environnement géopolitique). L'usage de la violence n'a d'autre but que de maîtriser un espace vital à son existence.

La mafia en tant qu'Etat étend son emprise sur un territoire que ne définissent ni une Nation, ni une Histoire, ni même une frontière. Sa souveraineté s'étend sur des groupes humains, consentants ou non ; le développement des communications et l'internationalisation de l'économie qui engendrent des limites à la souveraineté des Etats nationaux, confèrent, au contraire, à la mafia le caractère d'Etat supranational. Ainsi, en 1990, la mafia russe monta à l'assaut de l'Allemagne, entraînant à sa suite les bandes des Etats satellites, roumaines, hongroises, tchèques, bulgares et polonaises. Tel un clone de la nomenklatura brejnévienne, la mafia russe prit rapidement l'ascendance sur le crime organisé de toute l'Europe de l'Est. Concrètement, la juridiction d'une mafia s'étend sur un territoire aux limites fluctuantes, impalpables et indéfinissables, à la fois humain et régional, qui s'affranchit totalement des institutions internationales. L'Etat mafieux, comme l'Etat de droit, suppose la prééminence de la loi sur le pouvoir. Nul mafieux, fut-il « capo di tutti capi », ne peut se soustraire à la loi du clan, comme on le verra plus loin.

Une analyse économique de l'Etat mafieux montre qu'il peut être perçu tant comme agent et comme structure que comme système de règles de ce qu'il convient d'appeler l'économie criminelle. Il est agent en ce qu'il obéit à un comportement de maximisation du profit (généralisé par les activités illicites les plus lucratives), adapté à la consommation de masse ; il est structure dans la mesure où il répartit les secteurs, les méthodes et les objectifs d'exploitation des sources de profit (chaque année, dans le monde, 100 millions de personnes entrent dans la société de consommation, et offrent un marché potentiel aux entreprises mafieuses).

A titre d'exemple, en 1990, les saisies de cocaïne en Allemagne ont quadruplées par rapport à l'année précédente : pour le spécialiste des stupéfiants au sein du BKA<sup>1</sup> allemand, « c'est plus que le marché allemand peut en absorber, ce qui signifie qu'ils créent une demande ». Enfin, il est système car il fixe les règles qui fournissent, organisent et surveillent le cadre de la concurrence. A ce titre, la mafia correspond à la définition économique de l'Etat providence : elle est responsable du bien-être collectif (notion applicable au profit exclusif de la communauté mafieuse, essentiellement en termes de survie et d'enrichissement de ses membres) et, dès lors, met en œuvre tous les moyens pour le réaliser, à commencer par la recherche du monopole. Il suffit de le constater dans les domaines de la vie quotidienne des ménages siciliens : certains approvisionnements, la sécurité qui passe par la protection et donc par le racket, l'embauche par cooptation etc.

La mafia est aussi système de pouvoir car elle possède ses capacités régaliennes propres. Elle rend sa justice, qui s'applique tant à ses membres qu'aux autres. Cette justice est le plus souvent induite par son code dit « de l'honneur » (voir § 12, Le mythe fondateur), ou par le serment d'intronisation de ses membres, lors d'une cérémonie initiatique (voir les 36 articles du serment des Triades<sup>2</sup>). Là encore, les principes majeurs sont ceux qui conditionnent la survie du groupe, entre autres par le respect et la conservation du secret sur celui-ci, et ceux qui établissent la primauté du groupe sur les individus. La mafia, dans une certaine mesure « bât » sa propre monnaie, puisqu'elle la produit, la distribue et en régule la valeur : il s'agit de la drogue qui bénéficie d'une reconnaissance internationale de fait, contenue dans l'expression « narcodollars ». Elle n'est pas seulement utilisée pour les échanges criminels mais aussi par les grands pouvoirs pour financer des politiques locales ou régionales, comme les Etats-Unis pour financer les guérillas anti-communistes<sup>3</sup> en Amérique du sud, ou au Laos par l'intermédiaire de « Air America ». Ainsi, la drogue est l'instrument du pouvoir mafieux : les narco-devises déstabilisent les marchés financiers et modifient les relations économiques. Dans un entretien rapporté par Claire Sterling avec Jurgen Maurer au siège du BKA à Wiesbaden, en 1993, le GAFI<sup>4</sup> estime à 120 milliards de dollars le seul produit annuel du trafic de drogue, pour l'année 1990...il y a déjà 10 ans. Comme le dollar, la drogue s'affirme comme une

---

<sup>1</sup> Bundeskriminalamt, le bureau fédéral de lutte contre le crime organisé.

<sup>2</sup> voir *Mafias du monde*, déjà cité

<sup>3</sup> voir *Les nouvelles pathologies des Etats dans les relations internationales*, collection IRIS-DUNOD, dirigée par Pascal Boniface et Jacques Golliet, éd. DUNOD, 1993

<sup>4</sup> Groupe d'action financière internationale, créé en 1989 et regroupant 26 pays

arme stratégique, d'autant plus que la versatilité et la fugacité des échanges financiers mondiaux sont un atout pour le blanchiment de l'argent sale. Comme une monnaie classique, elle a cours partout, dans tous les milieux, qu'elle soit héroïne (elle touche surtout les couches sociales marginalisées) ou cocaïne (elle est alors plutôt réservée aux milieux aisés). Comme une monnaie classique, elle obéit aux lois du marché. Ces dérivés du pavot sont en passe d'être détrônés par des drogues synthétiques, ce qui traduit de réelles capacités d'adaptation et d'intégration économiques, en termes de productivité et d'indépendance vis à vis des fournisseurs traditionnels, et donc en termes de rentabilité. Enfin, la mafia dispose d'une armée permanente, et peut même en lever à l'envi. Il est symptomatique de voir qu'aux plus petits échelons, ses membres se nomment « soldats » (voir annexes 1 à 4 organigrammes). Aujourd'hui, en Russie ou en Amérique du sud, des forces armées résiduelles des conflits de la Guerre Froide offrent leurs services aux plus offrants<sup>1</sup>. Dans les pays occidentaux, les laissés pour compte de la croissance forment un réservoir formidable de sicaires potentiels. D'après Giovanni Falcone<sup>2</sup>, les familles de la mafia italienne disposent de vassaux qui, sans être « hommes d'honneurs », sont prêts à accomplir toutes les tâches qu'on leur commandera.

Même si, en première analyse, il est choquant d'accoler les mots mafia et Etat, il serait vain d'ignorer que l'Etat mafieux est une réalité. Celui-ci n'entend pas gouverner le monde, ni occuper un pouvoir légal en place, mais bien s'en servir pour s'enrichir. Car là est ce qui meut la mafia : l'enrichissement et rien d'autre.

## 12. Le mythe fondateur

Toutes les mafias ne pouvaient apparaître et se développer que sur leur terre natale. Cependant elles ont suivi des chemins d'une similarité frappante. Nées dans les périodes de bouleversement politique, d'oppression gouvernementale ou d'occupation étrangère, elles ont réuni au début des révoltés sociaux et des héros populaires patriotiques qui se sont transformés ensuite en voleurs et assassins sans foi ni loi.

---

<sup>1</sup> voir *Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces*, collection Défense et défis nouveaux, dirigée par Xavier Raufer, éd. PUF, 1998

<sup>2</sup> voir *Cosa Nostra*, déjà cité

## 121.L'organizatsiya (voir annexe 1)

La plus jeune, la mafia russe, date des années 1860, période où la mafia italienne était déjà une réalité. Comme Giuseppe Garibaldi, héros du Rinascimento italien, s'est appuyé sur les jeunes bandits italiens dans sa lutte contre les Bourbons, les premiers révolutionnaires russes ont utilisés les voyous dans leur combat contre le Tsar. Leur figure emblématique, oubliée aujourd'hui, était le bolchevique Nicolas Ichoutine, qui créa l'Organisation (*Organizatsiya*). Une branche politique agissait au grand jour (agitation et propagande) et une branche secrète, appelée « enfer », pratiquait l'assassinat, le chantage, les attaques à main armée, et, dans le but de créer un climat d'insécurité, constitua la première association entre terroristes et criminels de droit commun. Ces légions de criminels de droit commun russes étaient les alliés naturels des bolcheviks. Hargneux et misérables, ils étaient les révoltés typiques de la société tsariste. La tradition russe les considérait comme les libérateurs du peuple.<sup>1</sup>

Plus tard, légitimés par les futurs dirigeants de la nation, les vols que Lenine appela « expropriations » furent considérés comme un droit par la population et la totalité des voleurs. Les Russes étaient traditionnellement portés à estimer que la chasse à la propriété des autres était toujours ouverte. Ils furent encouragés dans cette voie par le régime bolchevique, qui s'empara de tous les biens au nom des travailleurs. On se souviendra de l'attaque de la voiture du Trésor, le 26 juin 1907 à Tiflis, sous la conduite d'un certain Sosso, le futur camarade Staline<sup>2</sup>.

Lorsque le pouvoir communiste fut solidement installé, Staline s'attaqua aux voleurs, mais trop tard. En cinquante ans de collaboration étroite avec Staline et ses pairs, la population criminelle russe avait démesurément grandi, et constituait une pègre unique dans les annales mondiales du crime. Parmi toutes les organisations de ce type, le modèle le plus proche du système russe était la mafia italienne.<sup>3</sup> La principale différence relevait de la conception politique. Pour Diomine : « Il y a entre le monde légal et le voleur russe, la même relation qu'entre le poulailler et le renard. Les problèmes du poulailler n'intéresse pas le renard. Il se préoccupe seulement de pénétrer à l'intérieur, de satisfaire son appétit, puis de foutre le camp. La mafia italienne se sent parfaitement chez elle dans le poulailler, où non seulement elle mange à sa faim mais décide également du rang sélectif des volailles ».

---

<sup>1</sup> source Valery Chalidze, dans *Criminal Russia*

<sup>2</sup> voir *Mafias du monde*, déjà cité

<sup>3</sup> Mikhaïl Diomine, poète et ex-voleur, détenu 6 ans en Sibérie

Les voleurs russes étaient des aristocrates de la profession, membres du « monde des voleurs » (*voroskoï mir*), ensemble solide d'organisations souterraines introduites dans tous les rouages de l'Etat, et obéissant à un code éthique général qui s'appliquait de la baie de Finlande aux rivages de la mer du Japon. Cet ensemble formait une société fermée, dépravée et désespérée, qui rejetait la morale, la politique, le patriotisme et toutes les relations sociales avec l'extérieur. Des règles, critères et convenances innombrables régissaient le monde des voleurs. La communauté exerce une autorité inflexible sur les individus, et tout manquement à la règle relève du tribunal des voleurs. La sentence est toujours sévère et exécutée sans délai. Les voleurs s'évadent parfois de prison, mais ils savent qu'ils n'échappent pas au tribunal des voleurs.

Ainsi tout voleur savait qu'il serait irrémédiablement étranglé ou poignardé s'il déroba ce qui appartenait à un de ses collègues, s'il lui mentait, s'il travaillait dans les circuits normaux, s'il tentait de quitter la communauté, ou s'il collaborait avec les autorités, bref, s'il se mettait d'une façon ou d'une autre au service de l'Etat; être incorporé dans l'armée était le péché suprême. Le voleur russe parle argot, et porte des tatouages qui indiquent son rang dans l'association ainsi que son pedigree pénitentiaire. On retrouvera cette caractéristique chez les Yakusa.

Toutefois, la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale devait provoquer un bouleversement considérable dans l'observation du code, ce qu'on appellera « la guerre des jaunes » (1947-1953). En effet, le formidable élan patriotique qu'elle suscita, amena une grande partie des voleurs à s'engager dans l'armée, remettant ainsi en cause un principe fondamental de la communauté, et débouchant sur une lutte fratricide qui devait voir triompher les tenants d'une collaboration pragmatique avec les autorités.

### 122. Les Triades (voir annexe 2)

Comme leur alter ego italien, les Triades sont nées au 17<sup>o</sup> siècle, à la chute de la dynastie Ming, d'un combat patriotique et social, avant de dériver vers les activités criminelles de toutes sortes. L'origine des Triades remonte à 1674, lorsque des sociétés secrètes se sont formées en vue de renverser les Manchous et de rétablir la dynastie des Ming au pouvoir. Au fil des siècles, ces groupes, qui au départ obéissaient à un mouvement patriotique, sont devenus des organisations criminelles. "Les Triades s'en prennent au faible, à l'innocent et à l'insouciant", explique l'inspecteur détective en chef Peter Ip, spécialiste des Triades à la police de Hong Kong. "En capitalisant sur la légende et en recourant à la violence, les Triades suscitent la peur chez leurs victimes et leur imposent le silence."

Les Triades se distinguent des organisations criminelles traditionnelles par leurs rituels et traditions complexes. Il fut un temps où les cérémonies d'initiation duraient jusqu'à trois jours. L'admission d'un membre était marquée par des cérémonies symboliques où l'on prenait du sang du doigt de la recrue et où l'on décapitait un coq. Aujourd'hui, ce rite s'est beaucoup simplifié. Pour devenir membre d'une Triade, l'aspirant doit acquitter des droits au *dai lo* (le protecteur), qui l'a présenté. On peut également demander à la recrue de réciter un poème initiatique ou les 36 serments d'allégeance de la société secrète: ce sont les commandements, dont toute violation est passible d'une punition<sup>1</sup>.

Les festivals chinois sont très courus par la communauté chinoise tant au Canada qu'à Hong Kong. Si la vaste majorité des participants sont des citoyens respectueux des lois, de nombreuses Triades de Hong Kong profitent de ces rencontres pour manifester leur pouvoir et leur prestige. Les adhérents de ces sociétés peuvent être foncièrement religieux, mais ils n'hésiteront pas à tirer profit de ces événements, par exemple par le jeu et l'extorsion. On soutirera de l'argent aux commerçants et aux citoyens de la localité, ou on fera payer les participants aux danses du dragon et du lion. Enfin, les festivités chinoises sont l'occasion de procéder aux élections dans les Triades. Les enquêteurs au fait des principales fêtes chinoises peuvent s'attendre à une certaine activité de leur part, dans leur secteur, durant les jours de festivités. On peut notamment reconnaître les Triades à leurs bannières dentelées (12 pointes d'un côté et 9 de l'autre). Ces bannières -illégales à Hong Kong- peuvent être arborées au cours de la danse du lion ou d'autres rituels.

### 123. Les Yakusa (voir annexe 3)

Les Yakusa ont plus de 300 ans d'existence. Leurs origines remontent à 1612, dans le Japon féodal, où près de 500000 samouraï furent contraints à l'oisiveté forcée pendant l'ère pacifique de la dynastie Tokugawa. Beaucoup devinrent alors des *ronins* (des samouraï sans maître, le *Shogun*), solidaires entre eux (phénomène de caste) mais souvent criminels par nécessité (celle de subvenir à ses besoins, sans exercer d'autres activités -méprisables pour eux- que celles du métier des armes). Certains mirent les villes et villages en coupe réglée, d'autres, au contraire, se mirent au service des villes qui pouvaient payer, pour les défendre contre les premiers. Les Yakusa se réclament de ces défenseurs

---

<sup>1</sup> voir *Mafias du monde*, déjà cité

des villes (les *machi-yakko*, littéralement « ceux qui servent la ville »), sorte de Robin des Bois locaux.

Les premiers Yakusa apparurent, en tant que tels, dans la deuxième moitié du 18<sup>ème</sup> siècle<sup>1</sup>. Ils étaient composés de parieurs (*bakuto*), et de colporteurs de rues (*tekiya*). Ce n'est que plus tard, à la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, que s'y rajoutèrent les voyous (*gurentai*). Aujourd'hui, ces termes sont conservés pour désigner les membres dans la hiérarchie Yakusa.

Tous répondaient au même profil sociologique : issus de milieux pauvres, ne possédant rien, délinquants et socialement inadaptés. Leurs zones d'action étaient bien délimitées : aux « parieurs » les villes et les grands axes, aux « colporteurs » les marchés et les foires. A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, les Yakusa s'organisent en familles, avec le père (*oyabun*) et le fils (*kobun*), au sens de disciple –celui qui apprend- loyal et fidèle. La cérémonie traditionnelle d'allégeance est apparue à la même période, et se pratiquait devant un autel shinto, donnant ainsi une dimension religieuse, et donc indéfectible, au serment du postulant.

A cette époque, sont nées les coutumes Yakusa que l'on connaît aujourd'hui. D'abord, le terme « Yakusa » lui-même, qui trouve ses origines dans un jeu de cartes de l'époque, dont la « main » la plus faible, donc la plus inutile, se composait du 8, du 9 et du 3 (« ya », « ku » et « sa »), et qui était devenue le surnom dont étaient affublés les *bakuto*. Ensuite, est venue la tradition du sectionnement de doigt (*yubitsume*), marquant le repentir et la soumission à l'*oyabun* pour une faute commise : une phalange coupée empêchait de tenir correctement son arme et rendait le Yakusa encore plus dépendant de son maître. Enfin, les tatouages étaient la marque infamante des criminels de l'époque, et, finalement, sont devenus des signes d'appartenance à la famille Yakusa, des signes de virilité (il faut aujourd'hui 100 heures ininterrompues de tatouage pour couvrir un dos) et d'inadaptation volontairement définitive à la société.

Lors de l'occupation du Japon par les Etats-Unis, les Yakusa, maîtres du marché noir, et profitant d'une police nationale désorganisée et désarmée, rejoignirent la clandestinité des sociétés secrètes pour échapper aux investigations américaines. Dès 1948 apparut ce qui fut appelé le *gurentai*, sorte de « voyoucratie » à la japonaise, correspondant au vide politique du moment, qui, avec une organisation très structurée et omniprésente, calquée sur le modèle de la mafia américaine, contrôlait tous les secteurs de la vie politique et économique du pays. Entre 1958 et

---

<sup>1</sup> source Internet : <http://www.rcmp.learning.org/french/docs/ppcd0062.htm>

1963, leur nombre a augmenté de 150%, atteignant les 184000 membres (bien plus que l'Armée japonaise), répartis en 5200 gangs dans tout le pays, tandis que leur apparence s'occidentalisait de manière ostentatoire. Les gangs se livrèrent à cette époque à une guerre violente pour étendre leurs territoires.

Celui qui fédéra les factions criminelles japonaises s'appelait Yoshio Kodama. Membre du *Kenkoku-kai*, faction ultra nationaliste des « Fondateurs de la Nation », il opère dans l'est asiatique comme espion du gouvernement jusque dans les années 40. A la fin de la guerre, il finit, à 34 ans, comme contre-amiral dans le renseignement japonais, conseiller du Premier Ministre. En 1946, il est incarcéré à la prison de Sugamo, en attendant d'être jugé avec d'autres dignitaires de l'Empire. Il est considéré comme un fanatique dangereux pour la sécurité du pays. Pourtant, il est recruté par le G2 de l'occupant américain, pour lequel il joue le rôle d'intermédiaire avec les Yakusa dans les années 50-60. C'est à cette époque, qu'il a l'idée de fédérer les gangs en une gigantesque coalition anti-communiste. Il use, alors, de toutes ses influences pour instaurer une alliance entre les principales factions Yakusa, le *Yamaguchi-gumi* et le *Tosei-kai*. Kodama est aujourd'hui considéré comme le père fondateur et visionnaire du « milieu » japonais.

#### 124.Cosa Nostra (voir annexe 4)

Le mot « mafia » est né en Italie, et plus précisément en Sicile. D'aucuns prêtent à ce mot une signification sociologique ; d'autres lui trouvent des origines historiques qui remonteraient à 1282, lors des « Vêpres siciliennes », et qui feraient de mafia l'acrostiche de « *Morte Alla Francia Italia Anela* »<sup>1</sup>. Quoi qu'il en soit, la mafia n'est pas née d'hier. Initialement, elle s'est développée en Sicile et dans le Mezzogiorno, régions les plus pauvres de l'Italie, soumises, durant des siècles, aux invasions (phéniciennes, grecques, romaines, sarrasines, normandes, arabes, Souabe, françaises, espagnoles, anglaises et, ce qui n'est pas neutre, italiennes), et à l'exploitation des latifundistes<sup>2</sup>

Ces derniers, plus enclins à vivre en ville, laissaient la gestion de leurs domaines à leurs *gabelloti* (sorte de contre-maîtres) qui, de régisseurs zélés devinrent très vite des petits despotes locaux autonomes. Dans le même temps, l'illégalité ayant acquis des lettres de noblesse dans la résistance aux envahisseurs, une société d'*uomo d'onore* (hommes d'honneur) s'est imposée en classe de pouvoir local, glissant de l'esprit de

---

<sup>1</sup> « L'Italie souhaite la mort de la France »

<sup>2</sup> gros propriétaires terriens

justice vers le comportement criminel. Des groupes d'une vingtaine de personnes, hiérarchisés et disciplinés, se sont institués en arbitres de la vie locale, conciliant les intérêts des paysans et des *braverias*, sorte de bandes de marginaux vivants de différents délits, dont le larcin. Dès lors, un pouvoir discret et efficace se mettait en place au côté d'un pouvoir lointain et inopérant<sup>1</sup>. Mais, parallèlement à ce processus rural, une autre mafia urbaine voyait le jour dans des villes telles que Palerme, recourant activement au racket de protection.

L'instauration du suffrage universel en 1912 permit aux bandes d'influer sur les votes, leur conférant ainsi un surplus de pouvoir au yeux de la classe politique. Après la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, des guerres intestines ont opposé violemment les jeunes générations délinquantes à leurs aînés, les *zii*, dans le but de prendre le pouvoir, et non de remettre en cause la règle, comme en Union soviétique. 1922, avec l'avènement du fascisme, marqua la répression féroce de la puissance mafieuse. Cependant, le débarquement allié en Sicile lui a redonné un vigoureux regain de légitimité (un vernis de résistance, né de la collaboration entre les services secrets américains et le capo Calogero Vizzini), et l'a pratiquement remise en selle. Le retour, à l'époque, du légendaire « Lucky » Luciano et de Don Genovese devait relancer l'essor italien et outre-atlantique de la mafia, notamment par le trafic des drogues, tari jusque là par le blocus maritime.

La cérémonie de l'initiation marque l'entrée d'un homme d'honneur dans la communauté mafieuse. Elle se fait par une cooptation unanime, qui résulte d'une sélection rigoureuse parmi les postulants, afin de s'assurer de leur fidélité indéfectible, et donc du secret sur l'organisation (la fameuse loi du silence, l'*omerta*). Le cérémonial vise à introniser le candidat parmi ceux qui seront ses pairs, ses juges et ses maîtres ; il est emprunt de symboles référant à l'honneur et à l'intérêt suprême du groupe sur l'individu. La notion d'honneur dans l' « Honorable Société » renvoie au mythe fondateur, qui soumet un de ses membres à une règle stricte, seule loi humaine respectable, fondée sur sa conscience d'être juste et fidèle. Ainsi, par exemple, il n'est, en aucun cas, autorisé à exploiter lui-même le jeu ou la prostitution. Ces notions sont toutes entières contenues dans un code qu'il récite lors de son initiation.

D'aucuns estiment qu'il y a plusieurs mafias en Italie, comme Thierry Crétin, qui fait une différence entre Cosa Nostra sicilienne, Camorra de Campanie, 'Ndranghetta calabraise et Sacra Corona Unita des Pouilles. D'autres soutiennent qu'il n'y a qu'une seule Cosa Nostra

---

<sup>1</sup> Plus précisément, en 1860, à la constitution du Royaume d'Italie

fédérant toutes les autres, comme le juge Falcone, un des meilleurs experts de la mafia. Les témoignages des repentis vont d'ailleurs dans ce sens : « On peut appeler ça Camorra, 'Ndranghetta ou Sacra Corona Unita, mais ce ne sont que des expressions. La structure est toujours Cosa Nostra...Les gens que vous appelez *camorristi* appartiennent à Cosa Nostra. Le sommet de la Camorra, c'est Cosa Nostra, le sommet de la 'Ndranghetta, c'est Cosa Nostra. La mafia a créé la Sacra Corona Unita. La 'Ndranghetta n'est qu'un nom ; la Sacra Corona Unita n'est qu'un surnom. La mafia existe, Cosa Nostra existe... » affirme le repentis Tommaso Buscetta.<sup>1</sup>

### 13. Les organisations mafieuses : structures et fonctionnements militaires

#### 131. La mafia russe (voir annexe 1)

Aujourd'hui, malgré la scission entre tenants de l'orthodoxie (*vory v zakone*, parrains du crime traditionnel russe) et nouveaux criminels (*avtoritet*, nouveaux parrains), la mafia russe intègre 5 pôles : les *vory v zakone* et les *avtoritet* déjà cités, les groupes ethniques, multiples et audacieux, les groupes criminels spécialisés dans un domaine d'activité ou dans une zone géographique particulière, et enfin les fonctionnaires corrompus (à titre d'exemple, le KGB qui utilisait les criminels élargis vers les pays occidentaux au motif d'être juifs, pour pénétrer le monde par le biais de l'entreprise). On estime, en moyenne, que les mafias russes s'articulent autour de 800 à 900 *vory v zakone* ou *avtoritet*, dont 390 en Russie et le reste dans les autres républiques de l'ex-URSS. Pour le FBI, l'Allemagne supporte l'existence de 47 groupes, les Etats-Unis 29, l'Italie 6, comme le Canada. L'ensemble correspondrait à quelques 6000 groupes pour plus de 100000 soldats<sup>2</sup>. Leur nombre est en progression exponentielle, et supplante presque celui des Triades. Comme les autres mafias, la mafia russe profite du formidable apport de sa diaspora, ainsi que le montre son implantation à l'étranger.

Des hommes d'une austérité quasi monacale et qui passaient l'essentiel de leur vie en prison, régnaient sur la communauté mafieuse : les « voleurs dans le code » ou *vory v zakone*. Désignés par les autres en raison de leur intelligence supérieure et de leur courage indomptable (ils s'infligeaient des souffrances inouïes par orgueil comme par défi), ils élaboraient la stratégie de toutes les activités de la communauté, qu'elles se déroulent à l'extérieur ou à l'intérieur des prisons, représentaient les

---

<sup>1</sup>propos cités par La Repubblica, 1<sup>er</sup> mars 1992

<sup>2</sup> chiffres de 1997, rapportés par Thierry Créatin, déjà cité

clans lors de toutes les réunions nationales (*skhodka*), géraient la caisse commune (*obshchak*) destinée au financement des opérations, à la corruption des fonctionnaires, ainsi qu'à l'aide aux familles des détenus, arbitraient les conflits internes et, bien sûr, veillaient au respect du code. D'après Diomine : « Chez les voleurs il n'y a pas de dictateurs ; il y a une forme de corps législatif composé d'hommes de valeur et d'autorité ».

L'organisation de la mafia russe n'est pas sans rappeler celle de ses homologues occidentaux et asiatiques. Sa structure répond à une démarche sécuritaire propre à toutes les mafias du monde : la volonté d'éviter d'être identifié par la police. Le *pakhan* (le chef) est à la tête de 4 cellules, elles-mêmes dirigées par un brigadier, dont la loyauté est contrôlée par 2 espions du *pakhan*. La cellule de direction est en charge du management et de la philosophie de l'action. Les cellules de base ont la charge d'un domaine d'activité particulier (prostitution, drogues etc.). Entre la cellule de direction et les cellules de base, se trouvent une équipe responsable de la sécurité, et une autre du soutien logistique. Quelques chiffres illustrent la puissance d'enrichissement de la mafia russe. Par an, 8 milliards de dollars sont tirés du trafic des stupéfiants, 15 milliards de dollars du trafic du pétrole, et 36 milliards de dollars de la prostitution (contrôlée par elle dans le monde)<sup>1</sup> ; en 1996, le ministère russe de l'Intérieur estime à 60 ou 70 milliards les sommes accumulées et contrôlées par la mafia russe.

### 132. La mafia chinoise (voir annexe 2)

Actuellement, on évalue à 57 le nombre de Triades en activité à Hong Kong, et à 15 ou 20, celles qui se livrent à la criminalité. Si certaines organisations ne regroupent que 50 membres connus, les plus vastes prétendent compter plus de 30 000 adhérents. Étant donné la structure souple de ces sociétés, il est impossible de déterminer avec exactitude le nombre de membres. Même les chefs ne sauraient dénombrer avec certitude leurs adhérents.

L'une de ces Triades est considérée comme la plus grande organisation criminelle du monde : la Sun Yee On qui compterait, en effet, entre 40 000 et 60 000 membres. Les 4 autres Triades sont la 14K, la fédération Wo, toutes deux avec 20 000 membres, la Sun Yat Sen et la Tchang Kai Tchek<sup>2</sup>.

La présence des Triades 14K et Luen Kung Lok, issues de Hong Kong, s'inscrit dans l'histoire du Canada, et les membres des groupes San

---

<sup>1</sup> Le Figaro du 18 novembre 1997, « la pieuvre qui venait du froid »

<sup>2</sup> Rémy Guérin, 20<sup>ème</sup> journées de l'Institut de criminologie de Paris II, août 1994

Yee On, Wo Hop To et Wo On Lok sont également actifs un peu partout dans ce pays. Si leur présence n'est pas évidente dans certains secteurs, on croit néanmoins que les Triades existent et opèrent dans pratiquement tous les quartiers chinois du pays. La plupart des membres s'en prennent à leurs compatriotes, et les victimes hésitent à parler, en raison du pouvoir qu'elles attribuent à ces groupes. Par ailleurs, on sait que des voyous extorquent des fonds aux Chinois en se faisant passer pour des membres des Triades. "La victime paie parce qu'elle juge les Triades omnipotentes et la police foncièrement corrompue", précise l'inspecteur Paul Brown, agent de liaison de la GRC<sup>1</sup> à Hong Kong.

Parmi les activités criminelles des Triades, citons l'extorsion, les meurtres, les enlèvements, le jeu, la prostitution, la pornographie, les dommages criminels, le chantage, les incendies criminels, les voies de fait, le prêt usuraire, l'intimidation et le trafic des drogues au détail. Leur motivation, c'est le contrôle. "L'avidité de ces groupes est sans bornes, qu'il s'agisse d'argent, de pouvoir ou de contrôle", déclare le gendarme Pepin Wong du Groupe inter polices de la criminalité asiatique à Toronto.

La hiérarchie traditionnelle des Triades est encore adoptée par de nombreuses sociétés. La recrue non initiée s'appelle une « lanterne bleue »; une fois admise, elle est assujettie à une hiérarchie précise. Au premier niveau, le membre se voit attribuer le grade inférieur 49. Le 415, ou « éventail de papier blanc », assume le rôle d'administrateur. Le « pôle rouge », responsable de la discipline, occupe le grade 426, tandis que la « sandale de paille », agent de liaison et de recrutement, est un 432. Le 438 est un sous-chef, un avant-garde (maître d'opération) ou un « maître des encens ». Enfin, au sommet, on trouve la « tête de dragon » ou chef, qui correspond au grade 489.

### 133. La mafia japonaise (voir annexe 3)

L'organisation courante de la mafia japonaise peut être décrite au travers d'un exemple particulier : celui de la Yamaguchi-gumi. C'est la plus puissante famille de la mafia japonaise, implantée principalement dans l'île de Honshu. Comme emblème ses membres portent une épinglette en forme de losange, dont la seule vue est sensée leur ouvrir toutes les portes. Ce ne fut pourtant pas le cas en 1980, quand la Yamaguchi-gumi tenta d'étendre son territoire à Hokkaido, où près de 800 membres des gangs locaux s'opposèrent à sa venue sur l'aéroport de Sapporo ;

---

<sup>1</sup> Groupe de Répression du Crime

l'affrontement ne fut évité que par la présence de 2000 policiers des brigades anti-émeute venus s'interposer.

Le troisième *oyabun* (1940-1981) de la famille d'Honshu était Kasuo Taoka. Sous son « règne », la Yamaguchi-gumi vint à contrôler plus de 2500 sociétés, développa le jeu et l'usure et blanchit d'énormes sommes dans les sports et les loisirs. Le syndicat fonctionnait sur le modèle classique et pour le moins efficace de la relation *oyabun-kobun*, vieux de 300 ans, et a généré des profits de l'ordre des 460 millions de dollars par an<sup>1</sup>. L'organisation de la Yamaguchi-gumi a longtemps été un modèle envié tant par la mafia américaine que par la General Motors ! A chacun de ses quelques 103 patrons, en charge à des degrés divers de plus de 500 gangs, elle rapportait 130000 dollars par an en moyenne. Taoka lui-même gagnait près de 43000 dollars par mois, 360000 dollars par an, après déduction mensuelle de 13000 dollars de frais de fonctionnement et de représentation !

En juillet 1981, la mort de Taoka d'une crise cardiaque donna lieu à des funérailles spectaculaires, dignes de celles d'un chef d'Etat, dans le plus pur style Yakusa : y assistèrent des chanteurs et des musiciens connus, et même...la police, en tenue anti-émeute, qui profita d'ailleurs de l'occasion pour arrêter, chez eux ou à leur bureau, 900 membres de l'organisation, et pour mettre la main sur des stocks d'armes à feu et d'armes blanches. Le successeur désigné de Taoka était Yakamen, son second, alors en prison jusqu'à fin 1982. En attendant, et contre toute attente, ce fut Fumiko, la veuve de Taoka, qui prit la tête de la Yamaguchi-gumi, et la conserva tandis que Yakamen mourrait en prison d'une cirrhose du foie. Sous son impulsion, l'organisation atteint fin 1983 les 13346 membres, répartis en 587 gangs, et contrôla 36 des 47 préfectures du Japon. Elle dut, pourtant, instaurer un conseil des 8 plus importants chefs de gangs, sous sa direction, pour rester à la tête de la Yamaguchi-gumi. Mais en 1983, Masahisa Takenaka fut choisi comme nouvel *oyabun*, préféré en cela à son rival Hiroshi Yamamoto, jugé trop intellectuel.

Celui-ci, entraînant avec lui 13000 membres de l'organisation, fit sécession sous le nom de Ichiwa-kai, qui devint l'une des trois plus puissantes mafias japonaises. Dès 1985, une nouvelle guerre opposait les deux organisations pour la conquête du pouvoir. L'intervention de la police devait conduire à l'arrestation de plus d'un millier de voyous, et de la saisie de dizaines de milliers d'armes. La Yamaguchi-gumi se tourna, alors, vers la mafia américaine pour financer sa guerre : elle échangea

---

<sup>1</sup> source *Toutes les mafias du monde*, Les cahiers de l'Express n°36, décembre 1995

des armes (mitrailleuses, lance-roquettes...) contre de la drogue. Mais Takenaka et son financier, Hideomi Oda, furent arrêtés et l'organisation se désintégra rapidement.

L'organisation Yakusa est bâtie sur la relation *oyabun-kobun*. Voyons comment elle fonctionnait, sur l'exemple de la Yamaguchi-gumi, à partir de novembre 1991. L'*oyabun* (le cinquième) est, alors, Yoshinori Watanabe, qui réside au quartier-général de Kobe. Chef suprême depuis 1989, il vient du gang Yamaken-gumi. Son conseiller « aîné » est Kazuo Nakanishi, qui, lui, réside à Osaka, et se trouve à la tête de 15 gangs, soient 439 membres. Saizo Kishimoto est le chef du quartier-général avec 6 gangs pour 108 membres. Masaru Takumi est le « numéro deux » et contrôle 41 gangs, à hauteur de 941 membres. Testuo Nogami a le rang d' « assistant » à Osaka, où il a la haute main sur 8 gangs, soient 164 membres.

Sous le chef suprême se trouvent donc les conseillers en premier et les conseillers de second ordre, le secrétaire du chef suprême, les comptables et les adjoints du « numéro deux ». Keisuke Masuda est le « numéro trois » qui réside à Nagoya avec 4 gangs de 111 membres sous sa protection. Lui aussi est secondé par des sous-ordres. Il y a 102 patrons « aînés » (les « plus jeunes frères », ou lieutenants) et de nombreux chefs « cadets » (les « jeunes hommes »), qui à eux tous regroupent quelques 750 gangs, pour un effectif de 31000 membres dans la Yamaguchi-gumi.

#### 134. La mafia italo-américaine (voir annexe 4)

La cellule de base de Cosa Nostra est la famille, non par la naissance (bien qu'il y ait une véritable implication des parents de l'homme d'honneur, ne serait-ce que par la stricte observance de l'*omerta*), mais par l'admission initiatique dans le clan. Par ailleurs, il est symptomatique de voir que les mariages entre les membres des familles qui comptent un homme d'honneur, ne sont pas rares (ce que Thierry Crétin appelle « endogamie criminelle »<sup>1</sup>). Les liens qui unissent les hommes d'honneur sont excessivement profonds, car intimement liés à la règle du clan. Ils forment le noyau dur et ne se mélangent pas. Chaque fois que possible, ils sous-traitent l'activité criminelle à des proches ou à des alliés d'un moment, mais sans que jamais quiconque puisse soupçonner leur appartenance à Cosa Nostra. D'ailleurs, leur nombre est réduit. Ainsi, le clan des Corleone, à la tête de l'organisation depuis 20

---

<sup>1</sup> voir *Mafias du monde*, éd. PUF, déjà cité

ans, ne compte que 38 hommes d'honneur, dont l'âge moyen est de 60 ans.

Particulièrement hiérarchisée, cloisonnée et structurée, la mafia italo-américaine s'articule autour d'organisations locales, provinciales et inter-provinciale, sous l'autorité incontestable de cette dernière, appelée aussi Coupole. En effet, ses décisions s'entendent comme des décrets, qui s'imposent à tous, tant individus que familles. Elle est un organe de centralisation des décisions et d'impulsion d'une politique générale. La Coupole joue un rôle de conciliation interne, de gardien de la loi et de protecteur des intérêts suprêmes de l'Honorable Société.

Les activités sont du ressort de chaque famille. Traditionnellement, Cosa Nostra a toujours pratiqué l'extorsion de fonds (le *pizzo*), la contrebande, en particulier de cigarettes, l'usure, comme moyen de phagocyter les entreprises, et le piratage des adjudications de travaux publics et de construction. Certaines tendances ont, semble-t-il, des secteurs de prédilection, comme le rapt contre rançon pour la 'Ndranghetta, ou la contrefaçon pour la Camorra. L'Honorable Société s'est lancée dans le trafic des stupéfiants depuis l'après-guerre, avec l'avantage des liens transatlantiques, turcs et colombiens, établissant des joint-ventures avec les cartels depuis 1980. Bien qu'autonomes, la Cosa Nostra américaine et sa sœur sicilienne sont implantées dans tous les pays d'Europe et d'Amérique (Nord et Sud), en Australie et en Russie, cette dernière depuis peu.

Lorsqu'elle se sent menacée dans ses intérêts ou dans son existence même, la mafia use de violence avec la plus féroce énergie, comme en témoignent, pour ne citer que les plus emblématiques, les assassinats du général Della Chiesa (1982), des juges Falcone et Borsellino(1992) ou encore l'attentat contre la basilique de Saint Jean de Latran à Rome, pour répliquer au discours anti-mafieux du Pape en 1993. Nul n'échappe à sa violence, à commencer par les hommes d'honneur eux-mêmes, ainsi que leurs familles. Le terrible pragmatisme mafieux trouve tout son sens dans ces assassinats qui n'épargnent ni femmes ni enfants, au motif qu'il ne doit rester personne pour venger un mort<sup>1</sup>, et donc faire courir un risque, si minime soit-il, à l'organisation. Tous les moyens utilisés répondent au principe d'adaptation, qu'ils s'appliquent aux hommes ou aux symboles. Ils peuvent être d'une incroyable cruauté et médiatisés, pour susciter la peur, intimider et dissuader, ou discrètement efficaces (la *lupara bianca*), selon les cas.

---

<sup>1</sup> déclarations de Tommaso Buscetta au juge Falcone, 1984

Aujourd'hui, bien qu'il soit difficile de les recenser, on dénombrerait plus de 190 familles dans la Cosa Nostra, pour quelques 5000 hommes d'honneurs ; ces chiffres, vieux de 5 ans, ne prennent pas en compte tous ceux qui leurs sont affiliés. A titre d'exemple, l'activité mafieuse italienne aurait atteint, en 1996, un chiffre d'affaires proche de 400 milliards de francs, et le patrimoine immobilier de la mafia s'élèverait aux alentours de 1500 milliards de francs<sup>1</sup>...

---

<sup>1</sup> voir *Pax Mafiosa*, déjà cité

## 2 FONDEES SUR DES ENJEUX COMMUNS, LES STRATEGIES MAFIEUSES TIENNENT COMPTE DE REALITES GEOPOLITIQUES SPECIFIQUES

Les enjeux politiques des mafias obéissent à des logiques identitaires et libertaires, et ne diffèrent entre elles que dans les procédés de mise en oeuvre et dans l'influence des facteurs géopolitiques régionaux. Ils s'inscrivent dans une gigantesque géographie criminelle où chaque mafia trouve sa place dans une sorte de statu quo politique (« les loups ne se mangent pas entre eux »). Or, il s'avère nécessaire de situer les mafias dans un contexte, certes affranchi des grandes idéologies classiques, mais surtout imprégné de leurs propres principes fondateurs, réduits, aujourd'hui, à de simples instruments de politique interne. Par ailleurs, les mafias obéissent à une réalité géopolitique majeure, qui se résume à l'obligation de se désenclaver géographiquement, afin de pouvoir étendre les activités criminelles nécessaires à leur avidité et à leur survie.

### 21. Les enjeux politiques des mafias

Les mafias ont en commun, de disposer des moyens organiques de prendre les décisions qui concernent leur société (voir les annexes 1 à 4, Organisations structures et fonctionnements). Autrement dit, elles sont à même de définir et de suivre une politique propre, ne serait-ce que pour en faire un instrument de leurs intérêts économiques comme on le constate dans les opérations de blanchiment d'argent (voir annexe blanchiment).

Cependant, la véritable politique d'une mafia répond à une logique sécuritaire. Les préoccupations fondamentales sont de survivre et de s'enrichir, l'une et l'autre étant intimement liées. Pour ce faire, il s'impose à la société mafieuse d'assurer sa sécurité intérieure et extérieure. A la première, participe l'usage de la force et le culte du secret, fondé sur sa propre culture (le code d'honneur), tandis que la seconde est confiée à l'économie et à la fonction militaire, dont découlent son organisation et sa structure. La politique mafieuse a pour tâche de coordonner ces différentes fonctions qui garantissent la survie du syndicat et qui, en d'autres termes, signifient le détournement et l'appropriation des richesses des Etats nationaux. Le souci libertaire n'est pas exempt non plus de la politique mafieuse, dans la mesure où la survie de la mafia dépend de sa capacité à évoluer sans limitation d'aucun ordre. Sa sécurité est un moyen de sa liberté.

Afin de les garantir, les mafias n'hésitent plus à coopérer avec leur ennemi principal, c'est-à-dire l'Etat de droit. Ainsi, la mafia sicilienne a pris une part non négligeable dans le débarquement allié pendant la dernière guerre mondiale. De même, on a pu mesurer une étroite collaboration en Asie. En 1867, avec la dynastie Meiji, le Japon a fait son entrée dans l'ère industrielle, modernisant les structures d'Etat, politiques et économiques. Parallèlement, les Yakusa ont commencé à recruter parmi les dockers, les ouvriers du bâtiment et les tireurs de pousse-pousse. De cette époque datent les accointances de certaines fractions politiques ultra nationalistes avec les Yakusa, et même leur coopération active avec le pouvoir en place lors de l'occupation de la Mandchourie et de la Chine, jusque dans les années 1930.

Les enjeux des mafias sont incontestablement économiques, et se traduisent par la recherche incessante de nouvelles sources de profit. Ainsi, depuis quelques années, le nouvel *eldorado* des mafias est l'Afrique<sup>1</sup>, aussi bien en tant que « base » que marché, et en tant que producteur de richesses. Telle une gigantesque zone logistique de théâtre, l'Afrique (en particulier le Nigeria) s'organise en une plaque tournante de l'héroïne venue du Triangle d'Or à destination de l'Amérique du nord, et de la cocaïne venue d'Amérique latine à destination de l'Europe occidentale<sup>2</sup>, mais aussi des trafics de pierres précieuses, d'humains et d'armes. L'Afrique du sud figure en bonne place, qui reçoit les vols quotidiens de 120 compagnies aériennes et dont les frontières démesurées sont difficilement contrôlables, sans parler de son immense façade maritime, propice aux transits clandestins (seuls 10 à 15% des stupéfiants transitant par le territoire sont saisis par les forces de police). Elle se révèle, en outre, particulièrement favorable au blanchiment de l'argent du fait de ses besoins vitaux en investissements, conséquence de son long isolement jusqu'à une date récente. A cet égard, on peut s'étonner que Roberto Palazzolo, grand spécialiste du blanchiment d'argent pour le compte de la mafia italo-américaine dans l'affaire de la « Pizza Connection<sup>3</sup> », ait été nommé gouverneur de la banque de Sibekwe au Zimbabwe, près de la frontière sud-africaine. Pour Xavier Raufer, le chiffre d'affaires du crime organisé en Afrique du Sud est évalué à 50 milliards de francs par an. Aujourd'hui, l'Afrique du sud est à la confluence des stratégies russe, chinoise et italienne, et met en lumière les intérêts communs que peuvent avoir des mafias différentes, par

---

<sup>1</sup> voir le *Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces*, déjà cité

<sup>2</sup> voir *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, de Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, Bruxelles, Complexe, 1997

<sup>3</sup> les chaînes de pizzerias nord-américaines et européennes servaient à écouler de l'héroïne, 1983

l'intermédiaire des diasporas ou des réseaux d'influence hérités de l'ancien monde bipolaire.

## 22. L'environnement géopolitique des mafias

Le contexte géopolitique dans lequel évoluent les mafias s'articule autour des Relations Internationales, de l'histoire et de la géographie. Et pour reprendre une expression de Aymeric Chauprade<sup>1</sup>, la géopolitique ici démonte les mécanismes de convoitise de l'Etat mafieux, et, de fait, se situe clairement en amont de sa stratégie. Elle se résume à étudier la volonté de puissance des mafias, appliquée aux situations de la géographie physique et humaine.

### 221. Les réalités géopolitiques

La nouvelle donne internationale, avec la disparition du monde bipolaire et la fragmentation des menaces, a favorisé le développement des mafias en tant qu'acteurs de plus en plus systématiques, voire selon certains médias<sup>2</sup>, en tant qu'acteurs institutionnels. Ainsi a-t-on pu prêter à l'humiliation post-communiste la raison de l'essor fantastique qu'a connu la mafia russe depuis la chute de l'empire soviétique. Dans le même temps, on peut assister depuis 10 ans, aux tentatives de politisation des menées mafieuses, où les différentes criminalités (surtout le trafic de drogue) sont présentées comme les armes du pauvre.

L'explosion du monde bipolaire a aussi favorisé l'émergence de nouveaux champs d'action criminels comme le trafic d'armes illégales, le trafic de matières nucléaires, ou la criminalité informatique. Aujourd'hui, les mafias apparaissent comme l'alternative aux décisions prises par le Concert des Nations contre un Etat diabolisé, ostracisé ou mis sous embargo, comme, par exemple, dans le cadre de la loi d'AMATO, qui interdit le commerce avec les Etats terroristes tels que l'Iran, la Libye etc.

Les mafias évoluent avec naturel, voire avec volupté, dans « un monde privé de sens », comme le définit Zaki Laïdi<sup>3</sup>, un monde sans frontières, caractérisé par la supranationalité, les revendications régionales et les diasporas, un monde aussi qui assiste à la pulvérisation des distances et au rétrécissement du temps. Ainsi, Prague, aux portes de l'espace Schengen, établit la République tchèque comme le tremplin en Europe des Triades chinoises.

---

<sup>1</sup> voir *Introduction à l'analyse géopolitique*, de Aymeric Chauprade, éd Ellipses, août 1999

<sup>2</sup> voir Les Cahiers de l'Express n°36, déjà cité

<sup>3</sup> Revue de la Défense nationale, avril 1996

Très opportunément, les mafias ont profité de la dynamique de décomposition sanglante du monde, depuis le cap de 1989, et s'y sont intégrées comme acteurs parasites des conflits dissymétriques qui apparaissent çà et là. Peu nombreux sont les Etats qui échappent aux activités mafieuses : en général, il s'agit d'Etats « religieux » (Arabie saoudite, Iran), hormis les alliances de circonstances (opérations terroristes, production de pavot, comme dans l'Afghanistan des Talibans), ou d'Etats trop pauvres et trop isolés (Madagascar).

Mais ce n'est qu'une période transitoire. A terme, les mafias resocialisent et restructurent les Etats où s'est installé le non-droit et l'anarchie, et investissent massivement leur argent sale dans l'économie locale (tourisme, infrastructures, etc.), par une sorte de phagocytose insidieuse, avec, toutefois, une prédilection assez récente pour les zones urbaines plutôt que rurales, dans la mesure où elles concentrent les richesses et favorisent la clandestinité.

Aujourd'hui, une géopolitique des drogues s'est mise en place, qui épouse la carte des crises et des désordres<sup>1</sup> et qui s'accompagne d'une militarisation croissante tant du trafic que de la lutte anti-drogue, comme l'a montré, par exemple, l'opération « Juste cause » au Panama. En effet, les mafias ont tiré les leçons de l'Histoire : au 19<sup>e</sup> siècle la Grande Bretagne, la France et les Pays-Bas tiraient bénéfice du commerce de l'opium par l'intermédiaire de leurs régies, tant d'un point de vue mercantile que géopolitique, puisque production et distribution visaient à étouffer localement toute velléité de révolte dans les colonies, et à payer les productions locales très convoitées comme le thé, la soie et autres. Aujourd'hui, la démarche mafieuse s'inspire de la même stratégie.

## 222. Les réalités identitaires

Dans les sociétés modernes, la représentation politique obéit désormais à une structure en réseau, horizontale et consensuelle, et non plus à un pouvoir hiérarchique vertical et autoritaire. De même, la nature des démocraties modernes a vu le marché succéder au progrès et à la cohésion sociale. Force est de constater qu'aujourd'hui le nouvel environnement culturel et éthique mondial favorise les stratégies mafieuses.

Tous les conflits non conventionnels montrent que plus rien n'échappe à la folie destructrice : plus rien n'est respecté (religieux, philosophique etc.), et les mafias évoluent dans une sorte de nébuleuse

---

<sup>1</sup> voir *Les nouvelles pathologies des Etats dans les relations internationales*, déjà cité

indifférente, si ce n'est permissive, qui n'est pourtant pas le fait des pouvoirs publics des Nations responsables, mais plutôt des sociétés démocratiques au sens large, ce qui n'est pas sans rapport avec l'individualisme teinté d'incivisme de l'homme moderne.

La mafia profite actuellement de la fragilisation spirituelle des sociétés (l'angoisse et la confusion de cette fin de siècle ont succédé au positivisme naïf qui prévalait après la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale), où la crise existentialiste fait la part belle aux « paradis artificiels », accélérée par l'éthique individualiste qui légitime les communautarismes et qui, par nature, ne se préoccupe pas de ce qui arrive ailleurs et en d'autres temps. A la limite, la mafia posséderait le droit d'exister.

Et tandis que la démultiplication des moyens de communication et des moyens de transport favorise le brassage des populations, la régulation nécessaire de leurs flux est particulièrement impopulaire dans les démocraties, ce qui traduit une difficulté croissante des Etats de droit à gouverner. Les mafias asiatiques, italo-américaines et russes ont en commun l'apport de leurs diasporas, facteurs déterminants et accélérateurs de leur expansion et de leur relative impunité. Ces diasporas jouent comme des relais ou des postes avancés de ces mafias, fournissent des bases de repli et offrent, à la fois, un camouflage parfait et un revenu régulier, car elle sont les premières à être exploitées.

La mondialisation et son corollaire, la culture de la mobilité, sont à l'avantage des mafias en ce qu'elle favorise les mouvements de l'argent sale, et la fugacité des activités mafieuses. Elles profitent complètement de cette évolution, qui va dans le sens de leur incroyable adaptabilité, comme le montre Thierry Cretin<sup>1</sup>. L'incapacité globale à gouverner, au motif des droits de l'homme et de principes humanitaires, favorise la stratégie insidieuse et opportuniste des mafias. Ainsi, leur capacité de nuisance a pu profiter d'une fausse idée selon laquelle, en Colombie, l'action des cartels aurait eu un effet bénéfique sur la population, en termes d'élévation du niveau de vie, de construction d'hôpitaux, de dispensaires et d'écoles.

Les concepts géopolitiques (Etat, pouvoir, démocraties, frontières etc.) n'ont plus le même sens. Les acteurs ont changé : association d'Etats (ASEAN, UE, ALENA...), grands groupes médiatiques et financiers, ONG (Greenpeace, Amnesty international...)<sup>2</sup>. Ils sont plus inféodés à l'OMC qu'à l'ONU, et encouragent de fait une crise identitaire, à l'avantage d'un Etat mafieux supranational qui répartit les richesses du monde entre ses grandes familles.

---

<sup>1</sup> voir *Mafias du monde*, déjà cité

<sup>2</sup> source Rémy Guérin, 20<sup>ème</sup> journées de l'Institut de criminologie de Paris II, août 1994

La rupture de 1989/1991 s'est traduite par une profonde mutation des mentalités, des concepts et des lois qui régissent nos sociétés. Les mafias se sont engouffrées dans la faille en adoptant des stratégies adaptées à la nouvelle donne : fondée sur le visage de la respectabilité et sur la fugacité de leurs activités, elles investissent tous les milieux socioculturels. A l'origine, quand le Japon a fait son entrée dans l'ère industrielle, les Yakusa ont recruté parmi les dockers, les ouvriers du bâtiment et les tireurs de pousse-pousse. La mafia était aisément localisée. La difficulté, aujourd'hui, est de détecter l'origine de l'activité mafieuse. De plus, elle s'accompagne, en la matière, d'un vide juridique qui traduit la faiblesse des démocraties face aux mafias.

### 223. Les caractéristiques géoéconomiques

La prédation mafieuse obéit au principe de facilité : il s'agit d'aller chercher la richesse où elle se trouve, et à moindre coût. Autrement dit, la convoitise mafieuse existe là où est la richesse, principalement (mais pas exclusivement) dans les pays de l'hémisphère nord, structurés et policés. Pratiquement, les mafias développent leurs activités dans les régions où l'emprise du pouvoir légal est faible ou juridiquement vulnérable (ce que Xavier Raufer appelle « les zones grises »). Ainsi, la géoéconomie des ressources mafieuses se dessine autour de 3 types de zones, qui se confondent entre elles, mais s'affranchissent, là encore, des frontières d'Etats.

D'abord, les sanctuaires, souvent berceaux historiques de la « famille », où la mafia bénéficie d'une relative impunité, et profite de sa richesse ; ensuite, les marchés, d'où l'entreprise mafieuse tire ses revenus et génère des profits. Enfin, les gisements qui correspondent essentiellement à la production de la drogue et aux « réserves » matérielles et humaines susceptibles d'être vendues. Les liens existant entre ces 3 zones passent par des réseaux construits autour de la corruption et appuyés sur les diasporas. Ces zones permettent de tracer une ligne de fracture géopolitique qui correspond au degré d'autorité ou de corruption des Etats.

Les sanctuaires mafieux ne sont pas des zones de non-droit<sup>1</sup>, dans l'absolu, puisque la loi mafieuse s'y applique avec une redoutable efficacité en se superposant à une loi nationale. Ils correspondent à des espaces où les mafias peuvent mettre en place un système propre d'organisation sociale criminelle, comme dans les faubourgs de Naples ou

---

<sup>1</sup> voir *Pax Mafiosa*, déjà cité

dans certaines villes siciliennes. Ces sanctuaires ne vont pas sans des complicités dans l'appareil d'Etat : avec le monde politique, avec les structures étatiques (il suffit de voir les liens tissés par la CIA avec le monde du crime dans le sud-est asiatique et en Amérique du sud, pour lutter contre le communisme), avec les banques (paradis fiscaux, banques suisses ne protégeant certes plus l'anonymat, mais aisément conciliante avec les prête-noms). Ou bien, mieux encore, lorsqu'il s'agit d'« Etats » bienveillants comme la principauté de Monaco et le Lichtenstein<sup>1</sup>.

Les marchés sont des espaces régionaux où, d'une part, se concentrent et s'organisent les richesses, et où, d'autre part, existe la demande en produits illicites. On notera, à cet égard, que la majeure partie du blanchiment d'argent se fait dans l'hémisphère nord. D'après Hans-Ludwig Zachert, directeur du BKA, la mafia sicilienne avait décidé, dès 1991 que l'Allemagne serait, pour les années à venir, sa base opérationnelle pour l'Europe. Ce choix devait s'avérer terriblement judicieux, deux ans plus tard, avec la réunification des Länder orientaux. Selon la BND<sup>2</sup>, la mafia y aurait investi, à l'époque, 50 milliards de deutsche marks. Ailleurs, l'explosion capitaliste du sud de la Chine dans les années 1990 a ouvert de formidables perspectives d'extension de leurs activités aux Triades, réfugiées à Hong Kong et à Macao depuis 1949. Le développement anarchique de la Chine du sud et l'ampleur de la corruption qui l'a accompagné leur ont ouvert de nouveaux trafics (drogue, armes, émigrants clandestins...) et de nouvelles possibilités de blanchiment d'argent dans l'immobilier ou les usines locales. Aujourd'hui, les Triades ont une influence non négligeable sur l'économie, le commerce et la société chinoise. Autre exemple d'« Etat- marché » sous influence mafieuse asiatique : la Thaïlande, où tous les trafics prolifèrent (prostitution, drogue, trafic du bois et des pierres précieuses etc.). Enfin, dans une certaine mesure, si l'on considère les présomptions de collusion de Monsieur Andreotti avec la mafia<sup>3</sup>, l'Italie fait partie de ces Etats où la limite est floue entre la notion de sanctuaire et celle de marché.

Enfin, la matière première indispensable aux trafics réside dans ce qu'on a désigné plus haut sous le nom de gisements. La principale matière première est la drogue. Sa production est assez aisément localisée à quelques régions dans le monde. C'est le cas du Croissant d'or (Pakistan, Iran et Afghanistan, c'est-à-dire plus de 3000 tonnes d'opium par an, dont on tire 300 tonnes d'héroïne) et du Triangle d'or (Birmanie, Laos et Thaïlande). S'y rajoutent aujourd'hui l'Afrique (Bénin, Kenya et

---

<sup>1</sup> voir *Un paradis fiscal au-dessus de tout soupçon*, Le Point n°1432, du 25 février 2000

<sup>2</sup> Bundesnachrichtendienst, service fédéral de renseignement

<sup>3</sup> à cet égard, voir le témoignage du repenté Giovanni Brusca, en juillet 1997

surtout Nigeria) l'Asie centrale et la CEI, ces 3 régions étant en pleine expansion<sup>1</sup>. La production et la distribution de la drogue sont rendus possibles par l'émergence d'Etats plus ou moins partis prenants dans le trafic. On peut les décrire comme des Etats trafiquants, où le trafic est organisé et couvert par les plus hautes autorités, et où le profit alimente tant les caisses de l'Etat que les auteurs et acteurs du trafic (hier la Bolivie, aujourd'hui la Birmanie). L'Etat est alors contrôlé par la mafia au mieux de ses intérêts, avec la bénédiction tacite des puissances « morales ». Ainsi, de Total qui profite de fabuleux contrats avec Rangoon, où l'un des collaborateurs locaux de l'ONU dans la lutte anti-drogue est connu pour être un des plus grands trafiquants de la région.

Suivent dans cette typologie, les Etats sous influence comme le Pakistan ou la Colombie, où les liens avec la drogue sont ponctuels, plus ou moins occultes et où certains personnages officiels<sup>2</sup> sont impliqués. (voir annexe 6, le cas du Mexique). La géoéconomie de la drogue embrasse les contours des régions productrices d'opium ou de feuilles de coca. Pourtant, les producteurs eux-mêmes ne sont pas inféodés aux mafias : il s'agit d'organisations criminelles autonomes, qui fonctionnent comme des « sous-traitants » des mafias. C'est le cas des cartels de Cali et de Medellin, comme des bandes des Hauts plateaux du Triangle d'or qui fournissent les mafias asiatiques et russes. Auparavant, il y avait une relation entre pays producteurs des drogues, mafias distributrices et pays consommateurs. Elle se double aujourd'hui d'une boucle plus productive et rentable, en passe de la détrôner, car les coûts de production et d'intermédiaires (les sous-traitants principalement) ont été supprimés. Les mafias, dans une logique libertaire évoquée plus haut, produisent maintenant directement la drogue : les narcotiques de synthèse à base d'amphétamines et tous ses dérivés comme l' « ice » d'origine californienne, l' « ecstasy » européenne, le « shabu » au Japon, ou encore le « Yaa baa » du Triangle d'or et des Triades. (voir annexe 7, les stupéfiants).

Un autre aspect de la géoéconomie des ressources mafieuses se dessine dans le trafic humain, et dans le trafic des matières et armements nucléaires. Les gisements correspondent aux régions où, d'une part, la situation politique régionale fait naître le besoin de migration (régime autoritaire, conjoncture économique défavorable etc.) comme on peut le constater, par exemple, tout autour de la mer de Chine, en Afrique noire ou récemment en Adriatique, et, d'autre part, dans les régions où se concentrent en quantité les stocks nucléaires échappant à la vigilance des

---

<sup>1</sup> voir *La drogue, l'argent et les armes*, déjà cité

<sup>2</sup> voir le *Courrier international* n° 470 du 4 au 9 novembre 1999

autorités, ou, plus simplement, bénéficiant de complicités au plus haut niveau de la hiérarchie politico-militaire. A cet égard, les anciennes républiques de l'ex- Union soviétique, où stationnent encore de nombreux matériels, font figure d'*eldorado* pour les mafias, avec non seulement des complices institutionnels, mais aussi avec des réseaux d'approvisionnement et d'extraction des matières sensibles. Dès lors, tout porte à croire que le seul trafic du nucléaire donne aux activités mafieuses une dimension stratégique.

La géopolitique de l'Etat mafieux suit une logique de mort, articulée autour du triptyque guerre- armes- drogue<sup>1</sup>. La stratégie qui en découle n'a pas intérêt à ce que les Etats instables deviennent stables, ni à laisser s'installer un déséquilibre entre belligérants d'un même conflit qui risquerait d'éliminer un « client » potentiel (comme en ex- Yougoslavie par exemple). S'il y a conflit, il y a besoin d'armes : il existe des connexions de plus en plus importantes entre la drogue et la vente d'armes, car les mafias aident les Etats sous embargo à contourner celui-ci (ex- Yougoslavie, Irak , Libye etc.), et leurs fournissent des armes et des technologies sensibles en contrepartie de l'argent de la drogue (aujourd'hui, l'Albanie est la plaque tournante des trafics de drogue entre Asie et Europe). Pour ce faire, la Mafia a dû infiltrer l'appareil d'Etat, pour contrôler les personnages « sésames » qui lui donnent l'accès aux dépôts d'armes de l'Est. C'est en ce sens que la Mafia entretient une logique de mort. En outre, les nouvelles technologies favorisent l'expansion de la sphère financière, qui est devenue planétaire, permanente, immédiate et immatérielle. Ce sont moins les Etats qui contrôlent les marchés financiers que ces derniers qui surveillent les Etats, et cette évolution renforce encore le pouvoir d'infiltration et de phagocytose des mafias. C'est un des effets pervers de l'OMC qui, avec 123 pays, repose sur des accords où tous ses membres sont traités sans discrimination, et où il n'y a pas de différence entre les produits nationaux et internationaux, offrant ainsi une perméabilité complète de l'organisation aux entreprises mafieuses, avec ou sans la complicité de certains Etats.

---

<sup>1</sup> source *La drogue, l'argent et les armes*, déjà cité

### 3. MALGRE LES MEMES CONVOITISES, LES STRATEGIES MAFIEUSES S'INSCRIVENT DANS UNE STRATEGIE GLOBALE

Découlant de contraintes géopolitiques propres, une stratégie mafieuse définit les moyens et les procédures à mettre en œuvre pour assurer la puissance d'une mafia. Les similitudes entre les stratégies des différentes mafias laissent supposer qu'il n'existe qu'une seule stratégie globale, et que la seule différence réside dans les champs d'application. Cette idée se trouve renforcée par l'existence d'un *modus vivendi* impliquant toutes les mafias, et qui trouve son prolongement dans les alliances de circonstance. Il y a là le signe tangible d'un consensus fondé sur l'intérêt qu'il y a à partager la richesse, et non à s'entredéchirer pour elle, malgré les luttes internes pour s'approprier un territoire ou un marché. Ce constat s'impose au travers de quelques exemples.

#### 31. Les mafias conduisent leurs propres stratégies : l'exemple asiatique

Les Triades profitent aujourd'hui de l'attitude fluctuante de Pékin, qui tantôt trouve avantage à les utiliser, tantôt redoute leur emprise et leurs effets. Ainsi, alors que le ministre de la Santé Publique avait été jusqu'à évoquer la possibilité de les utiliser pour maintenir l'ordre social en 1993 (premiers effets de l'« économie de marché socialiste »), l'ampleur de leur emprise sur certaines bureaucraties locales a amené le pouvoir central à adopter une attitude beaucoup plus sévère dans le cadre de la lutte contre la corruption à partir de 1996<sup>1</sup>. On touche là un des trois grands invariants de la stratégie mafieuse. En effet, la corruption en Chine est une endémie profondément enracinée dans l'Histoire. Le PCC en est conscient, qui doit son arrivée au pouvoir en 1949 à l'effondrement du *Guomindang* miné par la corruption. Cette maladie a pris une ampleur particulière avec l'avènement de « l'économie de marché socialiste », qui maintient un grand flou sur les frontières entre intérêts publics et privés (en 1992 Deng Xiaoping proclame « qu'il est glorieux de s'enrichir ») et, de ce fait, a gagné tous les échelons de la double structure de l'Etat -Parti. Le mode opératoire mafieux se reconnaît aisément dans cette stratégie de gangrène qui a pris tant au sommet (en 1996, Zhou Beifang, patron de la filiale hongkongaise des aciéries d'Etat Shougang, dont le père, proche de Deng Xiaoping était le directeur, est condamné à mort pour

---

<sup>1</sup> voir *Géopolitique de la Chine*, de Jean-François Dufour, collection Géopolitique des Etats du monde, éd. Complexe, 1999

détournements de fonds publics et corruption) qu'à la base (dans les campagnes, le racket des faux prélèvements fiscaux –« impôts » locaux inventés de toutes pièces- fait l'objet de plaintes récurrentes des citoyens chinois). L'Armée de libération populaire n'échappe pas à la règle, qui est officieusement considérée comme le principal organisateur d'une contrebande de grande ampleur. On estime à 30 milliards de dollars, en 1998, la valeur des biens concernés par la contrebande (20% des importations déclarées!). En 1995, l'organisme Transparency International affirme que la Chine est le deuxième pays le plus corrompu du monde derrière l'Indonésie...ce qui laisse présumer du potentiel d'enrichissement qu'elle revêt aux yeux des Triades. Pourtant, il demeure très difficile aujourd'hui de mesurer leur degré d'implication dans l'appareil d'Etat. En outre, actuellement, l'opposition au régime central, faute de pouvoir s'organiser de manière transparente, pourrait trouver dans des structures traditionnelles opaques et puissantes, telles que les Triades, matière à se développer et à poursuivre son action<sup>1</sup>.

Le 20 décembre, à zéro heure, l'enclave de Macao, sous juridiction portugaise depuis quatre siècles et demi, a été rétrocédée à la Chine populaire, comme le fut, deux ans et demi plus tôt, Hong-Kong. En vue de cette entrée dans le giron communiste, les Triades se livrent à des guerres intestines (cela dure depuis trois ans) pour le contrôle des casinos (l'activité économique de Macao dépend à 60% du jeu)<sup>2</sup> : il apparaît qu'il n'y a pas matière suffisante à partager cette ressource entre elles, ce qui tendrait à montrer que l'imminence de la rétrocession de l'enclave à la Chine populaire, force chaque famille à multiplier ses sources de revenus en vue d'un avenir incertain.

Comme toute société criminelle, on l'a vu, la Triade est motivée par le profit. Dans certains cas, des sociétés rivales collaborent en vue de gains mutuels. Si l'on en croit le surintendant principal Xavier Tang de la police de Hong Kong : « Les Triades partagent un but commun, qu'il s'agisse du passage d'illégaux ou du trafic de drogues, et n'hésitent pas à travailler ensemble. Par souci d'efficacité, elles iront même jusqu'à se répartir les tâches entre elles. Une fois admis, un membre fait partie de la famille, et malgré les éventuelles disputes territoriales entre les membres, chacun demeure un frère et la communication s'avère fluide entre les Triades ». L'intérêt commun et l'appartenance au pouvoir mafieux montrent que chaque Triade trouve sa place dans une action d'ensemble.

---

<sup>1</sup> voir *Géopolitique de la Chine*, déjà cité

<sup>2</sup> voir Libération n° 5782 du 20 décembre 1999

Loin d'être isolée, la stratégie des Triades se retrouve, avec quelques variantes culturelles, dans celle des Yakusa. Aujourd'hui, en effet, les Yakusa sont en quête de respectabilité. Ils se réfugient derrière les paravents d'affaires commerciales et d'organisations religieuses ayant pignon sur rue (à ce jour, 77 gangs se sont « reconvertis » en sectes). En effet, le gouvernement japonais, en 1992, a fait promulguer des lois visant à définir en termes juridiques toute forme d'organisation criminelle sous le vocable de *boryokudan*, les rendant dès lors passibles de poursuites et d'emprisonnement. En réponse, les Yakusa ont publié et diffusé dans leurs rangs un livre intitulé « Comment contourner la loi »<sup>1</sup>, qui visait à permettre à n'importe quel gang d'éviter d'être classé *boryodukan*. Parallèlement, les grands chefs se lançaient dans une campagne de presse articulée autour du pseudo code de chevalerie Yakusa, proche du *Bushido* des samouraïs, et tentaient de justifier leur action par la défense des laissés pour compte de la société. Mais le public japonais ne s'y est pas laissé prendre, d'autant que dans le même temps un cinéaste, Itami Juzo, était la victime d'un attentat mafieux après qu'il ait mis en scène un film qui critiquait les Yakusa. Ce qui est révélateur, c'est sans doute la force et la mobilisation de personnalités japonaises qui ont accueilli les lois anti-mafias. En effet, près de 130 professeurs d'université, hommes de loi et même religieux se sont mobilisés contre des lois qu'ils taxaient d'inconstitutionnelles, montrant à quel point les Yakusa avaient phagocyté la société japonaise et compromis ses élites.

Les Yakusa ont toujours été impliqués dans la vie politique et dans le monde des affaires, guidés par leur soif de richesses. En 1987, Noboru Takeshita était élu premier ministre du Japon. Il y a toujours eu suspicion d'implication de la mafia dans son élection. Questionné à ce sujet en 1992, Takeshita a toujours nié avoir eu connaissance d'une quelconque collusion avec les Yakusa. En fait, il semble que la collusion soit apparue lors d'un meeting, quand un groupe d'individus eut fait taire des opposants à Takeshita qui le chahutait dans le public, au motif que, peu auparavant, l'homme de l'ombre du Parti Démocratique Libéral, Sagawa Kyubin, avait été contraint de se retirer de la politique lorsqu'il eut avoué avoir reçu 500 millions de yens d'une société de livraison. Son propriétaire, Hiroyasu Watanabe, l'avait payé pour qu'il l'aide à sauver son affaire. Watanabe a admis avoir demandé à Ishii Susumu, chef à l'époque de la Inagawa-kai, de faire taire les opposants. Susumu avait alors fait venir un gang de Kyoto, pour faire le travail. Ce gang, le Aizu-Kotetsu, avait déjà un différend avec Takeshita, suite à un travail en sous-main (rapportant 4

---

<sup>1</sup> source Internet : <http://www.rcmp.learning.org/french/docs/ppcd0062.htm>

milliards de yens, pour un investissement de 500 millions) qu'il n'ait avoir commandité, et ce bien que l'argent ait été versé à son secrétaire. Shigeaki Isaka, qui était très proche du leader du gang, aurait aidé Takeshita à gagner les élections, pour avoir prise sur lui, vraisemblablement en vue de futurs passe-droits. Pour tortueuses qu'elles soient, les liaisons mafieuses peuvent parfois être mises au grand jour, surtout si elles sont le fait des mafias elles-mêmes, pour faire un exemple.

Autre cas de collusion avec les Yakusa, plus près de chez nous. West Tsuho, une société immobilière de Tokyo, a acheté 2 compagnies américaines avec l'aide de pas moins que le propre fils du président Bush, Prescott Bush. Certes, quand cela s'est fait, nul ne savait que la West Tsuho appartenait à Ishii Susumu, le chef de la Inagawa-kai. En outre, la West Tsuho possédait la Quantum Access, une société d'informatique de Houston, et la Asser Management International Financing and Settlement, une compagnie de New-York. Bush a reçu de la Asset management 250000 dollars de commission, et 250000 dollars de plus par an sur 3 ans, à titre d'honoraires de consultation. Il ne savait pas qu'il était entrain de devenir un intermédiaire dans les activités des voyous. Là encore, comme chez les Triades, il apparaît qu'au-delà des querelles internes, les Yakusa coopèrent entre eux par intérêt et par culture, et font front commun contre le pouvoir en place en exploitant ses faiblesses, pour étendre leurs activités criminelles à tous les domaines de la vie publique.

### 32. Les stratégies mafieuses s'intègrent à une stratégie globale : l'exemple occidental

Jusqu'à l'arrestation de Toto Rina (début des années 1990), la stratégie mafieuse occidentale était fondée sur la terreur<sup>1</sup> entretenue par une violence quotidienne et, si nécessaire, médiatisée (assassinats des juges Falcone et Borsellino en 92). Depuis, elle a amorcé un virage vers une insidieuse respectabilité qui s'appuie sur la discrétion de ses actions, et rejoint dans le procédé la stratégie asiatique. Ainsi, en 1992, la police japonaise avait reçu quelques 145 appels de Yakusa qui voulaient rentrer dans la légalité. Plus de 60 grandes entreprises ont alors proposé d'offrir un emploi à ces repentis. De cette initiative est née l'idée, dans les mafias occidentales, de développer une nouvelle arme de portée stratégique, puisque propre à assurer leur sécurité et leur liberté d'action. C'est le pardon, qui s'adresse aux « repentis » et vise à les rémunérer plus grassement encore qu'auparavant, tout en leur assurant la vie sauve, et

---

<sup>1</sup> voir *Cosa Nostra*, déjà cité

ce en échange d'un retour définitif au bercail ; une telle opération visait à dissuader toute velléité de passer à « l'ennemi ». On l'a vu, là réside la principale caractéristique des mafias, dont toute la stratégie repose sur le secret, la fameuse *omerta*.

Dans un passé récent, les signes d'une stratégie globale sont apparus dans les années 1950, à l'initiative de la mafia russe. A Lvov, ville soviétique la plus occidentale, elle décida de faire un pas décisif dans l'internationalisation du crime organisé, en convoquant un congrès des voleurs d'Europe, « dans le but de mettre au point des règles générales sur les questions d'éthique<sup>1</sup> », avec, en particulier, ses homologues italiens et polonais. Ce congrès aboutit à un seul résultat : chez lui, chacun est libre de faire ce qu'il veut, mais, à l'étranger, il doit se conformer aux lois dominantes des voleurs. Les premières bases d'un *modus vivendi* étaient jetées.

Aujourd'hui, d'après le FBI, 10 à 12 chefs mafieux russes seraient implantés à Los Angeles, avec des ramifications dans toutes les grandes villes du pays. Il s'agit de structures mobiles, lâches mais actives dans l'extorsion, la contrefaçon, le blanchiment et la fraude, en particulier fiscale. Les Russes auraient établi des ponts avec Cosa Nostra (principalement les clans Genovese et Gambino) qui assurent la « protection » des opérations de fraude pétrolière. Ces opérations consistaient, à partir d'un stock de pétrole acheté en toute légalité, mais revendu successivement à de multiples sociétés complices, à escamoter et empocher les taxes normalement perçues par l'Etat. Cette sorte de « carrousel » fiscal profitait évidemment d'une lacune dans le processus administratif de recouvrement des taxes, et engendrait un profit pouvant aller jusqu'à 45 millions de dollars pour les 6 premiers mois de 1984. De ces opérations conduites par la mafia russe, il était impensable d'évincer Cosa Nostra. Hors, celle-ci est moins intéressée par le montage de ces fraudes que par l'encaissement des dividendes qu'elles génèrent. Elle touchera donc un forfait par gallon (à peu près 3 litres) vendu, en vertu d'accords passés avec les Russes. C'est Evsei Agron, principal chef mafieux russe aux Etats-Unis, qui sera à l'origine de cette alliance. « D'après Laura Brevetti, ancien chef de l'antigang fédéral de New York, il y eut au moins une rencontre à Long Island, en 1983, au cours de laquelle Italiens et Russes se sont virtuellement partagé le monde. Un Yalta de la fraude pétrolière, qui reconnaissait l'existence de la mafia russe aux yeux des autres mafias et lui attribuait 25 % du marché »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> voir *Pax mafiosa*, déjà cité

<sup>2</sup> extrait de *L'organizatsiya*, de Alain Lallemand, éd Calmann Lévy, 1997

Depuis, en 1989, cette « paix des voyous » devait être renforcée par une des plus juteuses affaires que les mafias russes et occidentales aient montées en commun. Cette année là la famille San Lorenzo de Palerme achetait 500 millions de roubles avec des narcodollars, par l'intermédiaire d'un couple d'allemands et de complices à l'ambassade d'Union soviétique. Sans rentrer dans des détails rapportés précisément par Claire Sterling, il s'agissait par un ingénieux système d'intermédiaires et de transactions sur le rouble, de permettre aux grandes familles de la mafia sicilienne, de la mafia russe et de complices allemands de blanchir 40 millions de dollars, et de les transformer...en 600 millions de dollars. L'implication des mafias d'Europe et de certains éléments du KGB devait, outre l'enrichissement de ces acteurs, mettre en lumière une tentative délibérée de déstabiliser le régime par le biais de sa monnaie (l'ensemble de l'opération devait porter sur 140 milliards de roubles<sup>1</sup>, c'est-à-dire la totalité de l'argent liquide existant en Russie!), avec le consentement tacite, si ce n'est la participation active, des services de renseignements occidentaux. On a là un exemple emblématique de collaboration des mafias entre elles, mais aussi avec des organismes étatiques, illustrant, d'une part, le caractère global de leurs stratégies, et d'autre part, leur implication de circonstance dans d'autres stratégies plus conventionnelles, à la mesure de leurs intérêts.

Une autre affaire permet de juger de la dimension de la stratégie mafieuse, empruntant, comme la précédente, à la stratégie indirecte. Elle concerne le trafic de matières dites « stratégiques ». Elle fut rapportée en 1991, par Guennady Chebotarev<sup>2</sup>, alors directeur adjoint de la sixième division russe chargée de la lutte contre le crime organisé, dans un rapport transmis au siège d'Interpol à Lyon. Il y faisait état de plusieurs groupes mafieux, collaborant avec le milieu des affaires et de plusieurs organismes gouvernementaux, qui se livraient à des transactions d'import-export sur une grande échelle, avec des associés étrangers. Leurs activités portaient sur les matières premières, et, grâce à des pots-de-vin et à la corruption de responsables du gouvernement, elles étaient exportées sous l'appellation de « déchets », permettant ainsi de vendre du titane au prix de la ferraille. Chebotarev mettait en cause les mafias russe, italienne et américaine. De fait, une opération de police massive (opération « chalut ») devait permettre de saisir 18700 tonnes de métaux rares, 731500 tonnes de pétrole, 65000 mètres cubes de bois, et quantité d'armes, dont 1 hélicoptère Mi8, 1 blindé, 5000 missiles etc. On peut mesurer l'ampleur du trafic et de ses implications stratégiques au niveau

---

<sup>1</sup> affaire criminelle n° 18/5922-91 du ministère de l'intérieur russe

<sup>2</sup> rapporté par Claire Sterling, déjà cité

régional, si ce n'est mondial, comme le laisse supposer le seul problème du pétrole.

Depuis l'éclatement de l'empire soviétique, il n'y a plus de frontières entre les républiques, ce qui facilite amplement le jeu des mafias. De même, l'absence de textes pour permettre les procédures de saisies des marchandises de contrebande, et le vide législatif en matière de corruption, contribuent à ce que les ressources s'exportent aisément au détriment de la Russie, mais aussi des Etats de destination, provoquant alors un réel déséquilibre géoéconomique. Pour preuve, l'Estonie, qui ne possède pas de cuivre, est devenue le premier pays exportateur mondial de cuivre.

Les mafias appliquent leurs propres stratégies, qui empruntent tant à la stratégie directe qu'à la stratégie indirecte. Pratiquement, toutes s'inscrivent dans une stratégie globale, qui, si elle ne semble pas délibérément planifiée, réside dans une même perception déterministe de l'intérêt commun : il leur est vital de se partager l'exploitation de la richesse mondiale, car une lutte entre mafias conduirait à leur éradication probable, et en tous cas à une diminution inconcevable de leurs profits. Or, chaque mafia possède historiquement et culturellement des « droits » sur un territoire physique et humain, où son autorité doit demeurer incontestable aux yeux des autres mafias, sous peine d'être absorbée. Pour cela, elle tisse une toile invisible (toujours le souci du secret) de collusions intra et intercommunautaires, qui l'intègre dans une stratégie globale.

## 4 LA STRATEGIE MAFIEUSE EST UNE METHODOLOGIE GENERALE DE L'ACTION CRIMINELLE

### 41. Les ingrédients d'une stratégie supranationale et multidisciplinaire

Ce qui peut dérouter dans la stratégie mafieuse, c'est qu'elle relève de la « théorie pratique » selon Guibert et non d'un ensemble de procédés conceptualisés : elle évolue et s'adapte sans cesse, tout en respectant les principes intangibles nés du mythe fondateur. C'est une sorte de compromis entre tradition et modernité. La stratégie mafieuse est, par nécessité, supranationale, ne serait-ce que par l' « effet diaspora », et revêt les caractéristiques des conflits de basse intensité avec les Etats visés. Parallèlement, elle s'applique à tous les domaines de la vie publique ou privée susceptibles de générer du profit : politique, finance, informatique, immobilier, sport, culture, loisirs, plaisirs, etc. Il n'y a pas un pan de l'activité humaine qui n'échappe à son appétit. Pour Pascal Boniface<sup>1</sup> : « le syndrome mafieux est un modèle stratégique et politique d'une terrifiante efficacité ». Il reste qu'on peut définir la stratégie mafieuse d'une manière générique, comme d'une méthodologie générale de l'action criminelle.

Elle est une stratégie hybride, avec des invariants comme la prise de risques minimum, le secret, la cohésion et la corruption. Elle intègre stratégie directe par l'emploi de forces armées privées (mais pas nécessairement membres du syndicat), visant à imposer la volonté mafieuse de manière préventive, dissuasive ou coercitive, et stratégie indirecte (avec des résultats volontairement partiels) intégrant économie et politique, et qui se traduit par le « parasitage » clandestin des structures privées et publiques ayant potentiel d'enrichissement ou pouvoir de décision. La stratégie mafieuse répond aux principes de flexibilité des opérations criminelles (toutes les méthodes sont utilisées pour mener à bien l'entreprise), de cloisonnement des activités, des membres et des agents entre eux (les collusions sont innombrables, et l'implication mafieuse gagne à rester secrète), de réversibilité des opérations criminelles, liée à l'étendue des activités et à l'emprise des mafias (voir annexe 5, le blanchiment de l'argent)<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> voir *Les nouvelles pathologies des Etats dans les relations internationales*, déjà cité

<sup>2</sup> voir Emission « envoyé spécial » de Paul Nahon du jeudi 25 novembre 1999 : « *Finance mondiale : la menace mafieuse* ».

Les atouts majeurs de cette stratégie reposent sur les niveaux inégaux de cohérence entre les politiques des Etats (liés aux souverainetés ombrageuses, comme le montre le rôle limité du GAFI et du GAC<sup>1</sup> et l'insuffisance de coordination entre les pouvoirs publics et les services de police. (voir annexe 8, la coopération des Etats) : en effet, la stratégie mafieuse profite du manque d'intégration des différents pouvoirs locaux, régionaux, syndicaux ou associatifs à une politique homogène et déterminée. Elle a même bénéficié d'alliances contre nature, voire le commandite pur et simple par certains organismes officiels (opérations de déstabilisation menées par la CIA en Amérique centrale etc.). Elle a, par ailleurs, saisi la chance de la mondialisation des échanges, tirant immédiatement parti de l'opacité des flux financiers et de l'instantanéité des transactions, pour effacer toute lisibilité au blanchiment de l'argent sale.

Sa stratégie emprunte à la guerre psychologique : il n'y a pas d'affichage des règles du jeu, ce qui procède de l'intimidation, qui peut s'appuyer tantôt sur la sanction impitoyable, tantôt sur la rétribution généreuse<sup>2</sup>. Et il n'y a jamais de place laissée au hasard, car il est systématiquement pris en compte, en ce sens que, de même qu'un travail de planification consiste à se préparer à l'incertitude, la stratégie mafieuse élimine méthodiquement tous les risques potentiels sur son entreprise. Il y a bien un processus stratégique rationnel, qui se développe à partir de la perception que l'organisation se fait du danger (interne, par exemple dans le cas des repentis, ou externe, par exemple dans le cas des lois anti-mafia), et qui donne toujours lieu à un raisonnement approprié, pour aboutir à une décision collégiale incontestée (c'est le rôle de la Commission, qui fixe les grandes options stratégiques, à suivre par l'ensemble des familles, quels que soient les intérêts particuliers).

Les stratégies mafieuses s'appuient sur le discrédit lié aux faillites fréquentes de l'Etat et de son incapacité à tenir son rôle socioéconomique. Ainsi sont elles opérantes là où les anciennes structures politiques se sont délitées, comme en ex-URSS et dans la plupart des ex-démocraties populaires. La mafia recherche le vide juridique et le comble. La méthode consiste à assujettir le pays-cible par l'extension maximale de la corruption, en vue d'y asservir toutes les centres de décision, et ce jusqu'aux plus petits échelons, créant ainsi les conditions favorables à l'impunité de l'activité criminelle.

La collusion entre le pouvoir politique et le pouvoir mafieux italo-américain est une réalité. A cet égard, l'ancien président du Conseil

---

<sup>1</sup> Groupe d'action chimique, créé par le G7 autour de 24 pays dont des pays du tiers-monde

<sup>2</sup> voir *Les nouvelles pathologies des Etats dans les relations internationales*, déjà cité

italien, le démocrate chrétien Giulio Andreotti, malgré son acquittement au procès pour ses liens avec la Mafia dans le cadre de l'opération « mains propres » qui a duré 7 ans, est exemplaire. Accusé d'avoir géré politiquement les rapports avec la Mafia, Giulio Andreotti représente le responsable suprême alors que même un profane devine que les relations entre milieu mafieux et dirigeants politiques sont par nature floues et insaisissables, faites d'omissions et de silences, plus que d'adhésions et d'implications directes. De même, il est notoire qu'en Italie le secret du pouvoir réside dans sa dispersion et non dans sa concentration. La Démocratie Chrétienne, pendant la 1<sup>ère</sup> République, a pratiquement institué la mainmise de la Mafia, avec son cortège de grande corruption, de dilapidation des deniers publics, qui a conduit à l'explosion de la dette publique<sup>1</sup>. On peut citer, aussi, le cas exemplaire, en 1992, de Shin Kanemaru, longtemps considéré comme l'éminence grise de la politique japonaise, qui fut accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 4 millions de dollars d'une société contrôlée par les Yakusa, ou des 120 membres de la Diète japonaise convaincus d'être payés par ces mêmes Yakusa<sup>2</sup>.

Les étapes de la stratégie mafieuse sont intégrées dans un processus global, où la phase préparatoire et la phase d'exécution sont confondues, et génèrent immédiatement du profit :

- infiltration de l'appareil d'Etat. Pour preuve, l'opération « Mains propres » a montré que la Guardia di finanza avait été infiltrée par la Mafia ; autre exemple, Boris Berezovski secrétaire du Conseil National de Sécurité du Président Eltsine, secrétaire général de la CEI et lié au maire de Moscou, a été convaincu d'être à la solde de la Mafia russe.

- infiltration de l'économie, comme on a pu le constater dans le problème du financement de la 2<sup>ème</sup> campagne électorale de Bill Clinton par les Triades qui, en son temps, a fait couler beaucoup d'encre, et s'est traduit par la fragilisation de l'exécutif américain.

La stratégie mafieuse obéit aux 4 grandes tendances que sont l'internationalisation, la diversification, l'expansion territoriale et l'intégration du terrorisme international au crime organisé. Malgré l'absence de liens flagrants entre la mafia russe et les Triades, l'état actuel des relations transcontinentales entre les mafias reflète assez clairement ces tendances. Ainsi, avec les lois anti-Yakusa de 1992, la mafia nipponne a dû se tourner vers les Etats-Unis et l'Europe pour investir les produits de ses activités criminelles, à hauteur de 10 milliards de dollars selon les estimations américaines. Le FBI est entrain de s'intéresser de très près à cette nouvelle menace Yakusa, maintenant qu'il semble

---

<sup>1</sup> Courrier international n° 470 du 4 au 9 novembre 1999

<sup>2</sup> La Repubblica, correspondance de Tokyo, 14 mars 1992

maîtriser son propre problème de mafia, en tout cas dans la perception qu'il en a. Mais l'entreprise s'avère difficile car il enquête sur des sociétés fictives, sans liens apparents avec le crime organisé, et le blanchiment de l'argent n'est pas considéré comme un crime au Japon, ce qui complique encore les enquêtes sur les flux financiers. Les autorités japonaises notent que les Yakusa semblent développer leurs trafics dans le sud-est asiatique avec les Triades, avec lesquelles ils ont toujours eu de bons rapports de « voisinage ». De même entre mafia russe et Cosa Nostra (voir annexe 9 le « russiagate »), la coopération, en termes de partage des tâches et des marchés, s'accroît davantage avec l'augmentation des populations d'émigrants récents de l'ex-URSS à l'ouest, qui représentent un champ d'action privilégié pour les « russomafiosi »<sup>1</sup> en mal d'implantation sur les sols occidentaux. Ainsi, s'il fallait schématiser la répartition des secteurs d'activités criminelles entre les mafias, on pourrait dresser le tableau non exhaustif suivant :

- italo-américaine : tous les trafics, le jeu, mais peu la prostitution,
- asiatiques : drogue et trafics humains
- russe : trafics humains (organes, prostitution, enlèvements), trafics d'armes et de matières sensibles

Les experts du FMI ont voulu mesurer les effets de la corruption et du trafic de l'argent sale sur l'économie d'un pays, sur une échelle de 1 à 10. Il apparaît que, dans un pays sous emprise mafieuse, si l'indice de corruption s'élève à 3, l'effet d'une baisse de 1 point de cet indice, serait de multiplier l'investissement national par 4. On voit bien que la criminalisation des économies nationales a un effet néfaste et dangereux, à terme, sur l'économie mondiale. A l'évidence, elle confère aux mafias une capacité de nuisance extraordinaire qui relève des effets de la stratégie globale.

#### 42. La stratégie mafieuse passée au crible des grands théoriciens de la guerre

Après avoir souligné le principe du secret et le procédé particulier de la corruption dans les stratégies des mafias, on ne peut manquer d'établir un parallèle entre leurs méthodes criminelles et les principes de la guerre du Maréchal Foch (1903). L'économie de moyens, d'abord, procurée par l'intimidation reposant sur la menace diffuse et l'inspiration de la terreur ; c'est la clé de voûte de cette stratégie, qui n'est pas sans

---

<sup>1</sup> L'expression a été utilisée pour la première fois dans un article de Komsomolskaïa Pravda, Moscou, du 29 mai 1993

rappeler la stratégie de dissuasion. La liberté d'action, ensuite, engendrée par la furtivité, la flexibilité et la volatilité des entreprises mafieuses, et amplifiée par le culte du secret ; c'est, en tout point, l'idée contenue dans la formulation du général Gambiez<sup>1</sup> : « la liberté d'action, c'est ce qui permet de conduire les opérations en demeurant protégé des entreprises adverses ». Enfin, la concentration des efforts, qui se concrétise dans l'identification des points faibles des pouvoirs publics, c'est-à-dire là où l'Etat présente des carences administratives, juridiques ou policières exploitables et rentables. La mafia ne se préoccupe pas de contrôler tous les secteurs ou tous les hommes du pouvoir ; il lui suffit, pour utiliser une référence militaire, de contrôler les points décisifs (hommes, secteurs d'activité etc.). Là seront appliqués les pressions adéquates pour assurer la bonne marche de ses affaires. Il n'est pas dans les intérêts mafieux de s'attaquer aux centres vitaux de l'Etat, sauf en cas de menace majeure (comme ce fut le cas dans l'assassinat du juge Falcone, par exemple) puisque là résident les sources de profit. La notion de concentration des efforts s'entend de manière limitée dans le temps et dans l'espace, tant pour phagocytter un domaine d'activité que pour faire face à une menace particulière.

Pour Clausewitz, « la stratégie, c'est l'art d'imposer sa volonté ». Avant lui, Sun Zi affirmait que « la stratégie, c'est l'art de soumettre son adversaire ». A n'en pas douter, la méthodologie mafieuse répond bien à ces définitions de la stratégie. Le fait est que cette domination de l'adversaire se fait sans ostentation : elle est sournoise, et n'est valide que si elle demeure occulte. En ce sens, elle semble plus proche, dans l'esprit, de la définition de Sun Zi que de celle de Clausewitz. Là encore, il faut insister sur le culte du secret, sur lequel repose toute la culture mafieuse, et par voie de conséquence, sa stratégie.

De même, si l'on assimile une mafia à une organisation de type militaire, comme on l'a vu plus haut, la stratégie mafieuse revient bien à la capacité de l'organisation à « commander et manœuvrer des armées », et « s'exerce en deçà et au delà du combat » (la stratégie est globale), ainsi que s'accordent à le souligner l'Amiral Castex ou Mao Zedong. Sa structure hiérarchisée et ses activités criminelles appuyées par l'utilisation de « soldats » ou de milices privées, lui donnent les attributs d'une armée, dont le rôle s'exprime tant dans sa capacité à user de violence qu'à exercer une menace potentielle et permanente. Sa seule existence établit sa puissance.

---

<sup>1</sup> L'épée de Damoclès, éd. Plon

Pour le Général Poirier<sup>1</sup>, « la stratégie se constitue comme la méthode de la politique ». La similitude de la définition avec la méthodologie globale des mafias réside dans la relation directe qui existe entre l'objectif politique mafieux (l'enrichissement) et la méthode utilisée, c'est-à-dire l'ensemble des moyens et procédés pour l'atteindre. On peut citer comme moyens, la violence, l'intimidation ou la corruption par exemple. Les procédés sont multiples et évolutifs ; ainsi, au niveau individuel, il s'agit de créer des débiteurs, et en faire, à leur tour, des rabatteurs pour les créanciers mafieux. Au niveau local, il s'agit de s'assurer des monopoles dans les domaines incontournables de la vie quotidienne des ménages (certains approvisionnements, la sécurité donc la protection donc le racket) en y faisant jouer la cooptation pour l'embauche, comme c'est le cas en Sicile, depuis l'époque des *gabelloti*.

En 1963, le général Beaufre<sup>2</sup> écrivait que la stratégie était l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit, et que le but à atteindre était la désagrégation morale de l'adversaire. Si l'on entend par désagrégation morale, le degré de corruption de certains Etats, ou encore l'apparent découragement, voire la renonciation, des Démocraties devant l'étendue du problème mafieux, on peut redouter que les mafias soient en passe d'atteindre globalement leur but. Visiblement, la volonté des Etats de faire respecter le droit et l'intérêt de la communauté nationale ou internationale, mais empêtrée dans les imbroglios juridiques et les politiques à courte vue, se heurte à la volonté de la Mafia de s'enrichir par-dessus les frontières, en parasite omniprésent et pourtant volatile de l'économie mondiale. Ce caractère insaisissable lui donne toute sa force, puisqu'à l'évidence, ne pouvant être enfermé dans des frontières, il ne peut y être bombardé et détruit. Dès lors, l'incapacité des Etats de droit à utiliser leur force pour résoudre le conflit, autrement que de façon diluée, montre toute la validité de la stratégie mafieuse.

Quant à Liddell Hart<sup>3</sup>, il établit une distinction entre la haute stratégie, qui est la politique en cours d'exécution, et la stratégie pure, ou militaire, qui est l'art du général. Décrite précédemment, la stratégie mafieuse tient dans un processus global qui génère immédiatement du profit, et qui réinvestit celui-ci dans une sorte de mécanisme de financement en boucle. Cette dynamique itérative s'intègre dans la notion de « politique en cours d'exécution », de même que la politique sécuritaire permanente de la Mafia participe de cette haute stratégie. Mais, pour être

---

<sup>1</sup> Des stratégies nucléaires

<sup>2</sup> Introduction à la stratégie

<sup>3</sup> Histoire mondiale de la stratégie, éd. Plon

entièrement conforme, dans l'esprit, à l'idée évoquée par Liddell Hart, il lui manque cependant une dimension particulière, contenue dans l'idée de planification. En effet, on a vu que la Mafia se satisfaisait de rentabilité immédiate, mais que la notion de prise de risques ne s'envisageait qu'en termes de sauvegarde et non d'enrichissement. Il semble, alors, que la fonction de sauvegarde coïncide avec la haute stratégie, alors que la fonction de profit correspond à « l'art du général ».

Enfin, pour Moltke<sup>1</sup>, la stratégie est le développement d'une pensée directrice primitive suivant les variations toujours nouvelles d'événements. L'adaptabilité des réseaux mafieux aux évolutions politiques, sociales, économiques et démographiques des Etats correspond bien à cette définition, quand on sait qu'à l'origine, la mafia n'a d'autre but que de s'enrichir. Tous les moyens sont bons pour y parvenir, quel que soit l'évolution du contexte géopolitique. Bon an mal an, la recherche du profit est un invariant de la politique mafieuse, qu'elle soit initialement circonscrite à la seule Sicile, par exemple, ou qu'elle soit clonée sur le sol américain, pour s'allier ensuite à d'autres organisations poursuivant le même but lucratif. Ou encore qu'elle rejette résolument tout rapport avec l'appareil d'Etat (*vory v zakone*) pour ensuite sans accommoder au gré des circonstances, de manière tactique ou stratégique (*avtaritet*).

S'inscrivant dans une logique expansionniste, la méthodologie générale de l'action mafieuse suit une démarche opportuniste. Visant à l'enrichissement, elle est, par nature et par nécessité, transnationale et transdisciplinaire. Elle a abouti, au cours des siècles, à un niveau particulièrement élaboré de stratégie, s'inspirant et s'enrichissant des stratégies des Etats comme de ses expériences propres, un peu comme un endoparasite qui profiterait de toutes les occasions pour se perfectionner. La stratégie mafieuse correspond, en pratique, aux définitions les plus courantes de la stratégie globale, directe et indirecte. Et ceci paraît logique puisque la mafia est engagée dans une guerre permanente, ce qui lui impose d'organiser et de coordonner l'ensemble de ses forces et de ses moyens pour mener à bien sa politique d'expansion économique.

---

<sup>1</sup> Questions de tactique, 1895

## CONCLUSION

La Mafia, Etat supranational *sui generis*, est un modèle d'organisation rationnelle, à la fois comme structure militaire engagée dans une guerre permanente et comme système économique en perpétuelle expansion. Elle établit sa puissance sur le culte du secret et sur son extrême pragmatisme, qui exploitent méthodiquement les faiblesses des hommes et de la société. La Mafia n'a d'autre objectif que de s'enrichir : son moteur est la convoitise, le moyen pour la satisfaire est le crime, le procédé est la violence.

La politique mafieuse répond au critère de simplicité qui s'applique tant à son fonctionnement interne qu'à sa stratégie de conquête. Elle est l'affaire d'une oligarchie discrète qui s'appuie sur des exécutants fidèles et dévoués, soumis à une même loi exclusive. La stratégie mise en œuvre, pour étancher sa soif de richesse, repose sur l'intimidation et la corruption. Comme un parasite de l'économie mondiale, elle tire son profit du marché et de la consommation de masse, et joue de la mondialisation des échanges. Réversible, flexible et évolutive, elle s'apparente à une méthodologie générale de l'action criminelle. Elle ne vise pas à conquérir le pouvoir pour lui-même mais pour la liberté d'action et l'impunité qu'il procurera à son entreprise.

Dans le monde, seules quelques organisations criminelles répondent aux critères de mafia, même si l'amalgame est fréquent entre bandes, cartels et autres associations de criminels. Pour le juge Falcone, il y a « une mafia, Cosa Nostra, l'organisation la plus parfaite et la plus féroce de la planète ; mais d'autres, à condition d'être formellement structurées, souples, adaptables, extrêmement violentes, capables de s'assurer des protections au niveau le plus élevé, et très riches, méritent le nom de mafias. C'est le cas des Triades, des Yakusa et des clans russes qui grandissent exponentiellement ».

Bien que les réalités géopolitiques de ces mafias soient spécifiques, elles montrent des similitudes propres à les rapprocher, et se rejoignent sur des enjeux communs. Certes, d'aucuns, en première analyse, pourraient croire qu'il est inévitable que ces différentes mafias, par nature agressives et cupides, s'affrontent et se détruisent mutuellement pour les mêmes ambitions. Mais d'autres, à la réflexion, s'accorderont sur leur évidente capacité à s'entendre : elles se comprennent, car elles émanent d'une même culture, et elles s'accordent car là est leur intérêt. Pour ces raisons, elles se partagent le monde dans une sorte de « Yalta des voyous ».

Ce serait faire preuve d'angélisme ou d'aveuglement que d'ignorer les symptômes actuels de l'épidémie mafieuse. A n'en pas douter, les stratégies des différentes mafias s'intègrent dans une stratégie globale, telle une gangrène qui ferait appel tant à la stratégie directe qu'à la stratégie indirecte. Et c'est bien pourquoi les Etats de droit éprouvent tant de difficulté à modéliser ce « nouveau » type de menace et à mettre au jour les activités criminelles, là où les Etats de non-droit l'hébergent, ou au moins s'en accommodent.

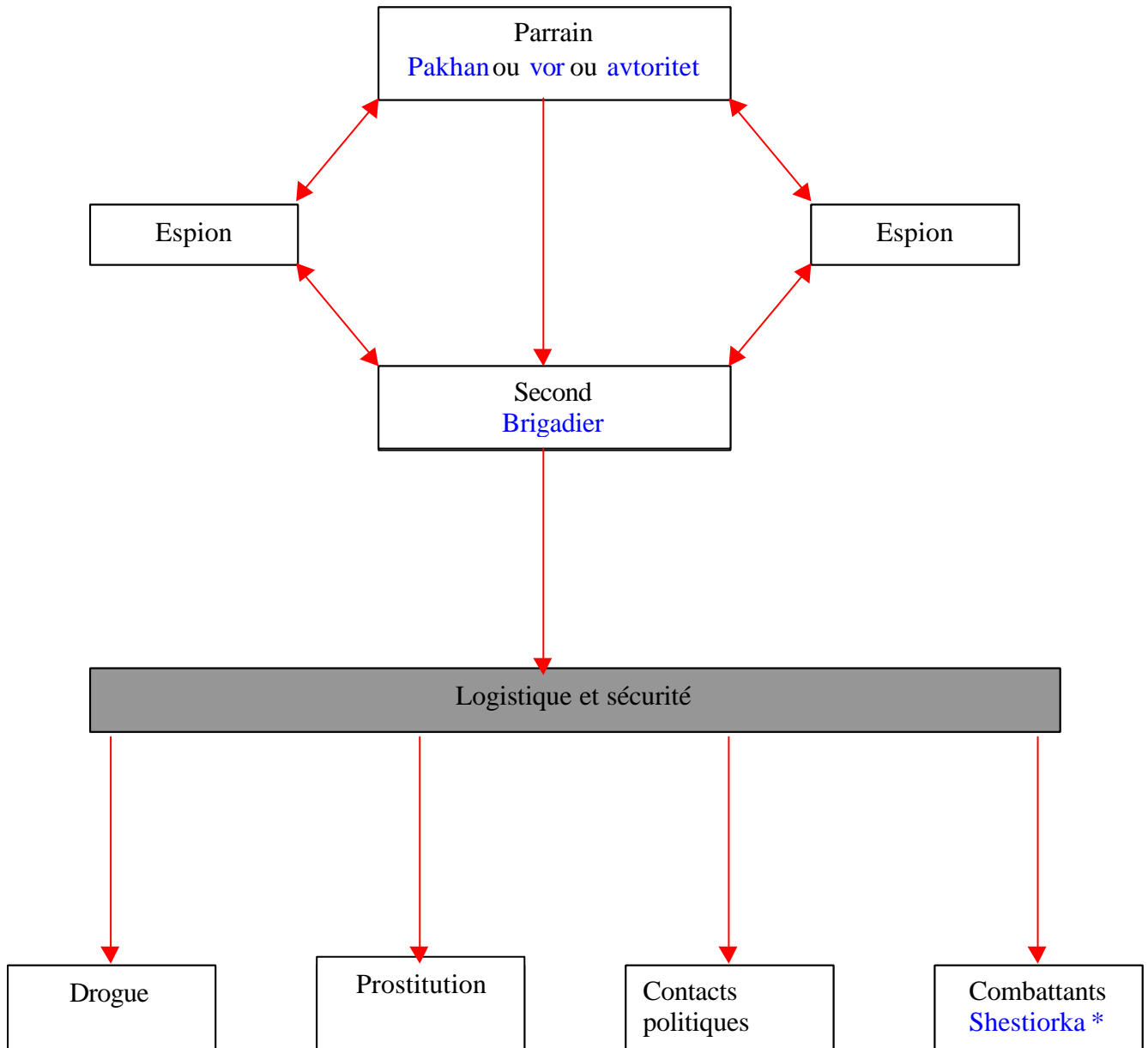
La stratégie mafieuse joue sur les divisions internes et externes des pays comme sur leur incapacité à définir une politique cohérente de lutte contre la Mafia. « Le partage des renseignements constitue un défi taille », reconnaît le capitaine Philip Young, de la Sous-direction des affaires fédérales et d'immigration à la Direction générale d'Ottawa. « Il nous faut ouvrir les voies de communication entre tous les policiers de tous les pays. ». En effet, il serait opportun de se souvenir de ce qu'écrivait Blaise Pascal : « le droit sans la force est impuissant, la force sans le droit est dangereuse ». Ce qui revient à énoncer un truisme : la Démocratie est impuissante, la Mafia est dangereuse.

## LISTE DES ANNEXES

1. Organigramme de l'Organizatsiya
2. Organigramme des Triades
3. Organigramme des Yakusa
4. Organigramme de la Cosa Nostra
5. Le blanchiment d'argent
6. Collusion : l'exemple du Mexique
7. Les stupéfiants
8. Coopération entre les Etats
9. Le « russiagate »

## L'ORGANISATION de la MAFIA RUSSE : L'ORGANIZATSIYA

### ORGANIGRAMME ET ROLES



\* petite main ou porteur d'eau : seulement dans le cas d'une structure dans l'enceinte d'une prison

Le *vor* décide de la stratégie criminelle et de la planification.

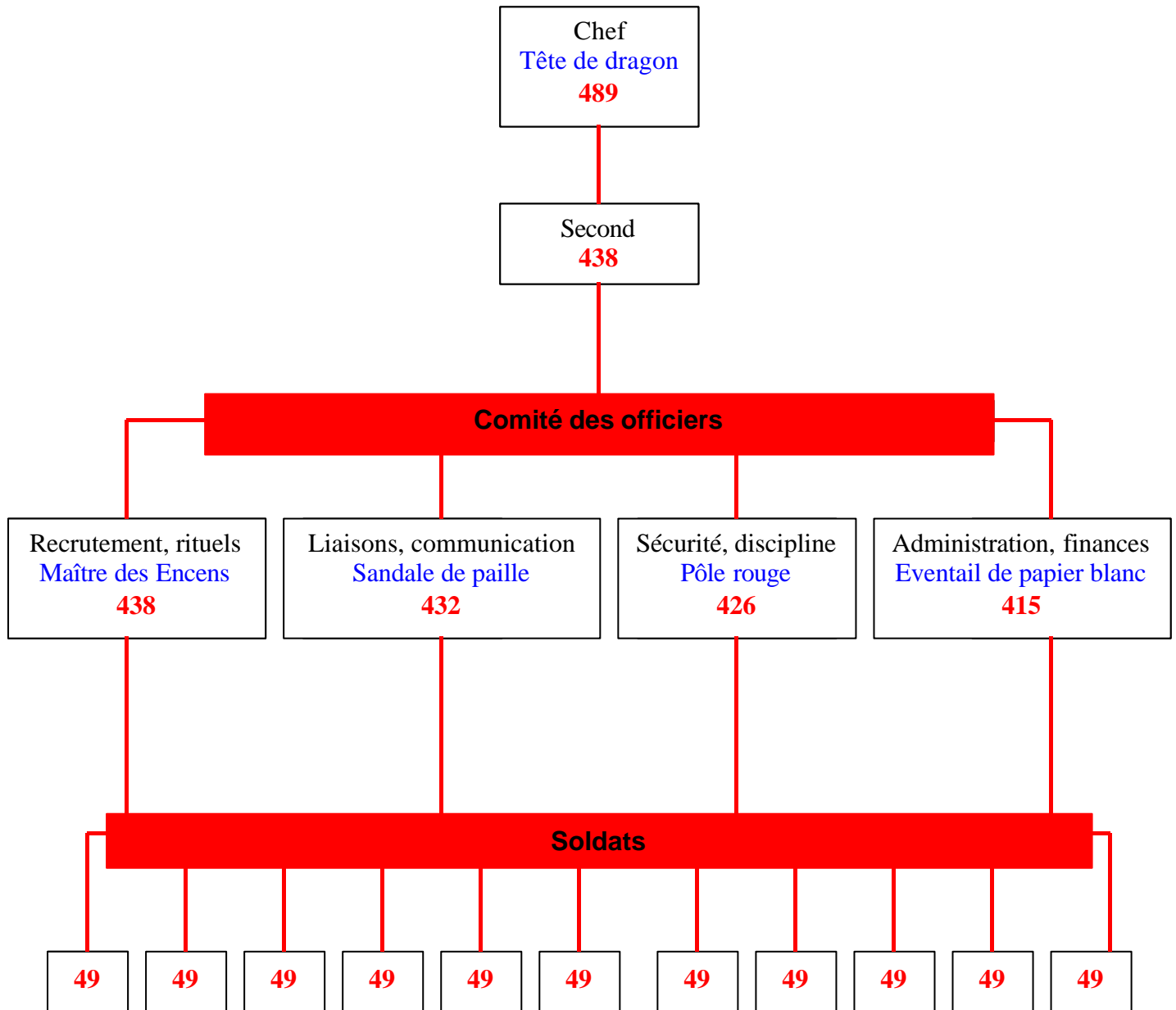
Les équipes de logistique et de sécurité font office de filtre entre l'élite, en haut, et la base, en –dessous.

Les cellules de base assument la responsabilité de leur domaine d'actions, sans avoir à connaître le donneur d'ordres, le commanditaire ou le bénéficiaire.

Les espions du *vor* ont pour taches de le renseigner sur la loyauté du brigadier et sur son degré de concentration de pouvoir.

## L'ORGANISATION des TRIADES

### ORGANIGRAMME ET ROLES



Le symbole triangulaire qui a donné son nom aux Triades, représente l'harmonie entre le ciel, la terre et l'homme.

A chaque grade correspond un numéro commençant toujours par un 4, chiffre faste dans la numérologie des Triades.

Le fait de numéroter les membres d'une Triade a pour objet de dépersonnaliser l'individu et d'affirmer la prééminence du groupe.

Dans la hiérarchie de beaucoup de Triades, ne subsiste aujourd'hui qu'un « 489 », entouré de quelques « 426 », conseillers ou chefs d'équipe.

# L'ORGANISATION YAKUSA

750 gangs, soient 31000 membres

Chef suprême  
Kumicho

Chef du QG  
So-honbucho

Assistant  
Fuku-  
honbucho

Numéro 2  
Wakagashira

Conseiller aîné  
Saiko komon

Numéro 3  
Shateigashira

Secrétaire  
Kumicho hisho

Adjoint N°2  
Wakagashira  
hosa

Conseillers en  
premier  
Komon

Adjoint N°3  
Shateigashira  
hosa

Administrateur  
Shiingin

Comptables  
Kaiki

Gangs

Lieutenant  
Shatei

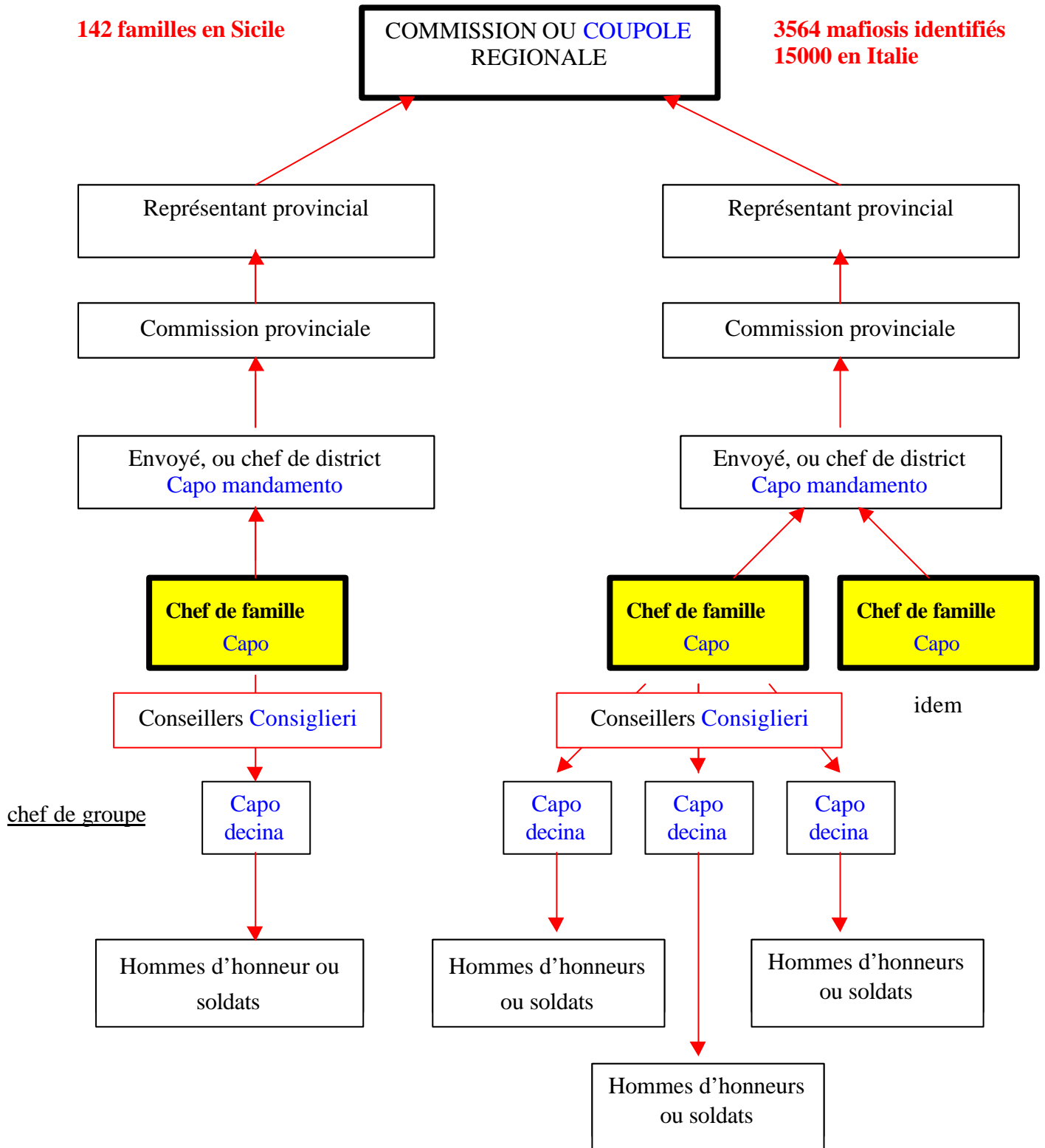
Chefs cadets  
Wakasu

Soldats

Soldats

Gangs

## L'ORGANISATION de la MAFIA SICILIENNE



C'est seulement dans la province de Palerme (la plus importante et la plus riche en familles) qu'existe la commission provinciale. Dans les autres, les familles élisent le représentant provincial.

Il y a 9 provinces en Sicile. Cosa Nostra en tant qu'organisation n'existe ni à Messine ni à Syracuse, ni à Raguse. Ce qui ne signifie pas qu'elle y est inopérante.

## Le blanchiment d'argent

**Buts**

- cacher les origines des fonds
- cacher les destinations finales des fonds
- cacher les donneurs d'ordres

**2 types :** blanchiment et blanchiment « à l'envers »

. blanchiment :

l'argent sale issu d'activités illégales (donc non existant) doit être blanchi, c'est-à-dire trouver une existence légale, pour pouvoir être réinvesti et générer du profit.

. blanchiment à l'envers :

l'argent légal doit disparaître pour permettre le financement d'activités illégales (c'est un procédé courant de certaines grandes entreprises pour financer des commissions –appelées « pots de vins »- dans l'acquisition de marchés à l'exportation).

**NB :** le rôle des diasporas est particulièrement important comme relais intermédiaire du blanchiment de l'argent.

**Etapas du procédé :**

Placement : ou phase de conversion, par laquelle les espèces issues de divers trafics sont converties sous d'autres formes (dépôts bancaires, acquisition d'objets précieux etc.). Elle est souvent précédée d'une phase préliminaire d'évasion.

Empilage : autrement appelée phase de dissimulation des ressources, elle consiste à multiplier les opérations financières pour les rendre inintelligibles. Les multiples transactions par l'intermédiaire de sociétés réelles ou fictives se font idéalement au sein du réseau bancaire.

Intégration : étape ultime qui permet d'investir les sommes précédemment « lavées » dans le circuit licite. L'identification de l'origine de l'argent est devenue impossible à ce stade.

## Annexe 6

Courrier international N° 470 24 du 4 au 9 novembre 1999  
Agustin Vargas Medina, Proceso, Mexico

Au Mexique, les poursuites contre le blanchiment n'aboutissent presque jamais.

Sous l'actuel gouvernement, le parquet fédéral a retrouvé la trace de plus de 8 milliards de pesos mexicains [5 milliards de FF] provenant du blanchiment d'argent. Il tente d'obtenir que cet argent soit reconnu comme argent sale par voie judiciaire, mais il n'est guère certain qu'il y parviennes. Jusqu'à aujourd'hui, dans les tribunaux fédéraux, les résultats ont été désastreux pour le ministère des Finances et la « Procuraduria general de la República » [PGR, ministère de la Justice et ministère public fédéral). En effet, sur une liste de 426 auteurs présumés de blanchiment, on n'a pu établir la culpabilité que de 15 inculpés.

Décidément, les décisions de la justice soulèvent bien des interrogations, d'autant que des délinquants notoires ont été mis en liberté. Pour répondre à ces interrogations, les tribunaux mettent en cause des déficiences du côté des autorités accusatrices.

Selon la liste officielle des accusés, 82 plaintes ont été déposées pour blanchiment d'argent, dont 67 directement liées au trafic de drogue. Les autres concernent des délits comme la fraude, la concussion, l'enrichissement illicite, l'usurpation de fonctions, le trafic de sans-papiers, les délits financiers et la corruption.

Cette liste précise également la situation juridique de chacun des coupables présumés. Ensemble, ils auraient blanchi, entre 1994 et 1999, plus de 8 milliards de pesos mexicains.

Devant la recrudescence du blanchiment de capitaux, les résultats présentés par les autorités chargées de lutter contre ce phénomène témoignent de l'ampleur du problème : jusqu'au 30 juillet dernier, 44 enquêtes préliminaires avaient été ouvertes et 38 accusés étaient déjà traduits devant les tribunaux ; sur les 426 individus faisant l'objet d'une enquête, 197 ont été déférés devant la justice pénale, et l'on a dénombré 2 relaxes, 6 jugements sans condamnation, 15 condamnations et 5 acquittements.

Luis Lázaro Rodriguez Andino, directeur de l'unité spécialisée contre le blanchiment de capitaux de la PGR, s'interroge sur l'action des juges : « *De toute évidence, la PGR a pris toute la mesure du problème. Nous participons à des forums internationaux sur le blanchiment d'argent, mais je trouve préoccupant que les juges ne fassent pas de même pour saisir la complexité de ce délit. Il y a tout un ensemble de passe-droits qui ont favorisé l'impunité. C'est à croire qu'on cherche par tous les moyens à laisser le délinquant en liberté, alors que ce que demande le Mexique, c'est qu'il soit puni.* » Et de citer l'exemple de ce qui s'est produit avec Raúl Salinas de Gortari [frère d'un ancien président du Mexique, acquitté du délit de blanchiment de capitaux. « *Une enquête préliminaire a été ouverte à partir de laquelle Salinas a été accusé d'enrichissement illicite, pour une valeur de près de 180 millions de [118 millions de FF]. La défense a fait valoir que la PGR l'accusait deux fois du même délit. Selon ce raisonnement, il était accusé d'avoir, dans un premier temps obtenu de l'argent de façon illicite, et dans un second temps, de s'être livré au blanchiment de cet argent. La PGR a répondu qu'un seul acte pouvait donner lieu à différents délits* ». Comme on n'était pas arrivé à le convaincre ni d'enrichissement illicite ni de blanchiment d'argent, Salinas a réclamé avec insistance la restitution des comptes bancaires bloqués par la PGR en 1996.

|  |
|--|
| STUPEFIANTS : AMPHETAMINES, LE MARCHÉ – PHARE <sup>1</sup> |
|--|

Dans le monde, en 1995 :

|                              |                     |
|------------------------------|---------------------|
| Héroï nomanes                | près de 8 millions  |
| Cocaï nomanes                | près de 13 millions |
| Consommateurs d'amphétamines | près de 30 millions |

L'exemple du Japon : amphétamines et Yakusa

- 700 kg d'amphétamines sont consommés chaque jour au Japon, où le marché de détail du « shabu » est de 14 milliards de francs par an.
- Parmi les 800 000 consommateurs réguliers d'amphétamines au Japon, le nombre de mineurs va croissant, surtout dans les grands centres urbains.
- Selon la police nippone, 92 % des affaires de stupéfiants du pays concernent les amphétamines, drogue dont 60 % du trafic de gros est aux mains des Yakusa.

---

<sup>1</sup> Tiré du Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces, collection Défense et défis nouveaux, dirigée par Xavier Rauffer, éd. PUF, 1998

## COOPERATION DES ETATS

Les premiers pas d'Europol. .  
Jean-Jacques Franck, *Le Soir*, Bruxelles

C'est une grande bâtisse des années 30, faite de petites briques rouges recouvertes de vigne vierge, en bordure d'une large avenue de La Haye. Chaque jour, 200 fonctionnaires européens viennent y travailler. Quarante-cinq d'entre eux ont le titre d'agent de liaison. Ils sont fonctionnaires de police, de gendarmerie ou de douane, détachés pour quelques années aux Pays-Bas. D'autres sont des analystes, des spécialistes des nouvelles technologies, d'anciens responsables de la lutte contre la grande criminalité. Ensemble, ils forment le gros des troupes de l'institution chargée de lutter contre le crime organisé en Europe : Europol. Si l'office de police européen a été créé par le traité de Maastricht, en 1992, il a fallu attendre le 1<sup>er</sup> juillet dernier pour qu'il fonctionne pleinement. Les cibles d'Europol sont larges : trafic illicite de stupéfiants et de matières nucléaires et radioactives, réseaux d'immigration clandestine, trafic de voitures, traite des êtres humains, pornographie infantile, terrorisme et blanchiment d'argent. Pour répondre à cet ambitieux programme, Europol dispose d'un budget de 19 millions d'euros - qui sera bientôt porté à 28 millions. Les officiers de liaison ont pour rôle de faciliter l'échange des données lorsqu'une enquête menée dans un pays a des ramifications dans un autre Etat membre. L'organisme a également un rôle d'analyse. Chaque projet est mis en oeuvre à la demande d'un Etat membre ou des autorités européennes de Bruxelles. Cette activité dépend des priorités de chaque Etat membre. « *Il va de soi que le terrorisme n'intéresse pas vraiment la Finlande* », remarque Gilles Leclair, directeur adjoint d'Europol et ancien responsable de la brigade des stupéfiants française. En outre, chaque Etat prend en compte sa propre législation. Or il arrive qu'un pays dispose d'une loi restrictive en matière de protection de la vie privée, ce qui limitera sa participation et nuira à l'efficacité du fichier. « *Ce mode de fonctionnement est classique dans les instances européennes, Il faut bien faire avec* », lâche le policier français. Enfin, Europol peut fournir son expertise et son assistance techniques à des enquêtes en cours, et ce sous le contrôle et la responsabilité juridiques des Etats membres concernés.

Ces trois activités génèrent une énorme quantité d'informations. Leur mise en commun et leur analyse informatique permettraient d'accroître l'efficacité d'Europol, estime-t-on à La Haye. Un projet en ce sens existe, mais il doit encore être tranché au niveau politique. L'une des questions qui agite les chancelleries porte sur le contrôle démocratique d'une telle initiative.

Mafia, corruption, argent sale : le « Russiagate »

(Le Monde du 07 février 2000)

L'enquête sur la « Bank of New York », infiltrée par la pègre russe, révèle l'ampleur de la corruption à Moscou. La banque aurait servi à détourner certaines des sommes prêtées par le Fond monétaire international. La justice suisse est sur la piste de la famille Eltsine

L'enquête sur le blanchiment d'argent russe par la « Bank of New York » s'étend et provoque des réactions politiques. L'affaire, révélée par le New York Times, porterait sur 10 milliards de dollars ayant transité sur le compte ouvert dans cette banque américaine réputée par la société Benex, liée à Semion Moguilevitch, un Ukrainien naturalisé israélien qui dirige notoirement une des mafias de l'ex-Union soviétique. Le Wall Street Journal a ajouté, pour sa part, que, sur cette somme, 200 millions de dollars proviendraient de crédits du FMI détournés.

La ministre de la justice américaine, Janet Reno, a annoncé qu'elle allait suivre personnellement l'enquête menée aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse. L'ampleur des sommes en question dans ce « Russiagate » commence à inquiéter les Etats-Unis, qui s'interrogent sur la facilité avec laquelle des sommes aussi colossales ont transité par le système financier américain. Ils redoutent aussi des connexions possibles avec l'argent de la drogue ou de la Cosa Nostra aux Etats-Unis. Cette affaire donne des arguments à ceux qui critiquent la politique occidentale d'aides versées par le FMI à une Russie dirigée par Boris Eltsine, incapable d'imposer des réformes et impuissant à limiter l'ampleur de la corruption qui l'entoure. Le vice-président Al Gore - coprésident d'une commission américano-russe - est en première ligne au moment où il brigue la succession de Bill Clinton. Les fuites de capitaux russes organisées par d'anciens du KGB coopérant avec les oligarques nés autour de l'administration eltsinienne atteindraient près de 140 milliards de dollars depuis 1993. En Suisse, la justice aurait découvert des cartes de crédit au nom de Boris Eltsine et de ses filles sur des comptes en banque d'une société du Tessin

<http://www.lemonde.fr/article/0,2320,dos-2884-20048-QUO-1--,00.html> 07/02/00

## Bibliographie :

1. Les nouvelles pathologies des Etats dans les relations internationales, collection IRIS-DUNOD, dirigée par Pascal Boniface et Jacques Golliet, éd. DUNOD, 1993.
2. Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces, collection Défense et défis nouveaux, dirigée par Xavier Raufer, éd. PUF, 1998.
3. La criminalisation de l'Etat en Afrique, de Jean-François Bayart, Stephen Ellis et Béatrice Hibou, Bruxelles, Complexe, 1997.
4. Géopolitique de la Chine, de Jean-François Dufour, collection Géopolitique des Etats du monde, éd. Complexe, 1999.
5. L'évolution de la criminalité organisée, Actes du 18<sup>e</sup> cours international de haute spécialisation pour les forces de police, IHESI, la documentation française, 1997.
6. Emission « envoyé spécial » de Paul Nahon du jeudi 25 novembre 1999 : « Finance mondiale : la menace mafieuse ».
7. Internet : <http://www.rcmp.learning.org/french/docs/ppcd0062.htm>
8. Courrier international n° 470 du 4 au 9 novembre 1999
9. Rémy Guérin, 20<sup>ème</sup> journées de l'Institut de criminologie de Paris II, août 1994
10. Libération n° 5782 du 20 décembre 1999
11. Cosa Nostra, de Giovanni Falcone et Marcelle Padovani, éd. 1 Austral, 1991
12. La drogue, l'argent et les armes, de Alain Labrousse, éd. Fayard, 1991
13. Pax mafiosa, de Claire Sterling, éd. Robert Laffont, 1994
14. Mafias du monde, de Thierry Cretin, collection Criminalité internationale, éd. PUF, 1997
15. Internet : <http://www.lemonde.fr/article/0,2320,dos-2884-20048-QUO-1--,00.html> , du 07/02/00
16. Toutes les mafias du monde, Les cahiers de l'Express n°36, décembre 1995
17. L'organizatsiya, de Alain Lallemand, éd Calmann Lévy, 1997
18. Introduction à l'analyse géopolitique, de Aymeric Chauprade, éd Ellipses, août 1999
19. La pieuvre qui venait du froid, Le Figaro du 18 novembre 1997
20. Liechtenstein, un paradis fiscal au-dessus de tout soupçon, de Ian Hamel, Le Point n°1432 du 25 février 2000

## Filmographie :

- Le Parrain, Francis Ford Coppola, 1971
- French connection, William Friedkin, 1971
- Cent jours à Palerme, Giuseppe Ferrara, 1984
- L'année du dragon, Michael Cimino, 1985
- L'honneur des Prizzi, John Huston, 1985
- Les affranchis, Martin Scorsese, 1991
- La Firme, Sydney Pollack, 1993
- Shanghai Triad, Zhang Yimou, 1995
- Une chance sur deux, Patrice Leconte, 1998
- Black rain, Ridley Scott, 1984

## Entretiens :

Commissaire Colombani du CRACO (centre de renseignement et d'analyse du crime organisé)  
Diverses personnes qu'il ne serait pas pertinent de citer ici.